

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.Association déclarée
Loi de 1901354, Rue Saint-Honoré
PARIS-1^{er}Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

CHRONIQUE

Le communisme en Suède 1

ACTUALITÉ

Etats-Unis et Union Soviétique 3*L'affaire Alger Hiss and C°* 6

ÉTUDES

Le régime policier en Bulgarie 6*La crise du Parti Communiste grec* 8*Le travail forcé en U.R.S.S.* 10*Les communistes en A.O.F.* 11

DOCUMENTS

Le « rideau de fer » 12*Les camps de concentration soviétique en Allemagne* 14

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

Pologne: Le nouveau code de la famille. —*L'unification du mouvement paysan.* 15*L'émulation au travail.* — *Reconstruction des prisons* 16*Transferts de populations. — La compétition socialiste chez les paysans et chez les intellectuels* 17*Yougoslavie: Bilan du titisme dans les Balkans* 17*Le retour de l'enfant prodigue* 18*Tchécoslovaquie: Le ministre du travail contre les brigades de choc* 18*Guerre juste et guerre d'agression. —**Pour travailler il faut être communiste.* 19*— La baisse des salaires* 19*Bulgarie: L'exclusion de Kostov* 20*Dimitrov devant la justice allemande.* 20*La politique agraire* 20*Zone soviétique d'Allemagne: Eiseler à Berlin* 22

LA VIE EN U.R.S.S.

La crise des produits du cheptel 22*L'évolution du salaire réel. — Les dangers qui guettent les auteurs* 23*Ce qu'est un piano soviétique. — Nou-**vel aspect du cosmopolitisme* 24

CHRONIQUE

Le communisme en Suède

La position géographique de la Suède, et son importance économique en temps de guerre en font un des pays où les activités communistes méritent l'attention la plus sérieuse. Les détails qui suivent ont été puisés aux sources mêmes, lors d'un récent voyage en Suède.

Le Parti Communiste Suédois depuis 1945

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le Parti Communiste suédois, sous la direction de son chef Linderot, n'avait pas connu grand succès. Comme en Angleterre, et pour des raisons voisines, il ne parvenait pas à entamer réellement les positions de la social-démocratie.

Mais en 1945, la situation changea. L'alliance entre les Anglo-Saxons et l'U.R.S.S., l'avance corrélative des Russes en Europe, et l'effondrement de l'Allemagne avec laquelle la Suède entretenait des rapports économiques étroits, modifièrent profondément la balance des forces dans la mer Baltique. Au surplus la politique de blo-

cage des salaires pratiquée pendant la guerre, provoqua de graves mécontentements dont les communistes bénéficièrent. La plus importante union syndicale, celle des métallurgistes, fut contrôlée par eux.

Le nombre des membres du Parti atteignit 60.000, malgré la haine traditionnelle pour le Russe. C'était le temps où tous les partis suédois réclamaient la conclusion d'un traité commercial avec l'U.R.S.S. D'ailleurs la politique de relative modération des Partis Communistes européens en 1945 et 46, jointe à l'ingérence moins apparente de Moscou dans la vie des partis nationaux, laissèrent croire en Suède à la possibilité d'intégrer peu à peu le Parti Communiste à la vie politique du pays. On se berçait de l'idée que le vieux leader Linderot était un communiste en train de se « renationaliser ».

L'évolution de la politique mondiale changea ces perspectives. Le durcissement de l'antagonisme américano-russe, les coups d'arrêt donnés par les Etats-Unis à l'avance soviétique en Europe, la bolchévisation brutale de l'Europe orientale,

la résurrection du Kominform, réveillèrent le vieil antagonisme contre les partisans de la Russie. Plusieurs conflits sociaux malheureux au cours desquels les socialistes et le patronat laissèrent les communistes s'engager à fond, alors qu'une victoire ouvrière était impossible, accélèrent le déclin du Parti. Il perdit non seulement d'importantes positions syndicales, mais encore subit un échec sévère aux élections générales de l'automne 1948. Le nombre de ses parlementaires passa de 15 à 8. Il perdit le tiers de ses voix (240.000 au lieu de 320.000). Et ses adhérents tombèrent à 40.000, soit une chute de 33 %. Au pays de Charles XII, la peur du Russe, à nouveau venait de faire son effet.

La réorganisation du Parti : les hommes de Moscou

Le vieux Linderot fut la première victime de la défaite. Malade, il partit pour Moscou. Il a cessé de diriger le Parti, dont il demeure le Président, et l'ancêtre, comme Cachin en France. On ne veut pas le limoger trop vite, car il est populaire. Il a été remplacé en fait par F. Lager, qui a été deux ans à Moscou, qu'on donne comme l'homme fort du Parti, et qui a été longtemps le vrai maître du quotidien central du Parti Communiste NY DAG.

A côté de Lager, toute une équipe active et parfois jeune, assure la main-mise totale de Moscou sur le Parti. Gunnar Ohman, est un intellectuel qu'on dit officier de l'Armée Rouge. Sa femme a travaillé à l'Ambassade Soviétique à Stockholm. Elle est la secrétaire de Linderot. Ohman et sa femme sont allés plusieurs fois à Moscou. Eric Karlsson, un jeune, y est, lui, resté six ans. Marié à une Russe, férù de doctrine léniniste, il est très écouté car il jouit de la confiance du Kremlin. Sur le plan de l'action clandestine, on cite en Suède deux noms qu'on apprendra peut-être à connaître plus tard. Le premier est celui de Persson, qui tiendrait en main l'appareil secret après avoir été pendant la guerre le responsable de la diffusion clandestine de la presse communiste alors interdite. Le second est celui de Gösta Kempe, député de Karlstad, secrétaire du Parti pour l'action syndicale, qui se signala en 1940, en réclamant pour la Suède le statut des Pays Baltes, c'est-à-dire la protection des baïonnettes soviétiques. Tous ces hommes appartiennent à cette fraction du communisme mondial qui est fanatiquement dévouée à Staline.

La réorganisation du Parti, a été activement poussée sous l'impulsion du secrétaire à l'organisation, Anton Strand, qui fut emprisonné pendant la guerre à la suite de l'activité d'espionnage par radio qu'il menait au profit de l'U.R.S.S. Il est inutile d'insister sur la structure du Parti : elle ressemble à celle de tous les autres. Mais il

est intéressant de dire un mot de l'organisation dans le cadre communal. Jusqu'à l'an passé, il y avait dans chaque commune des sections de travail, et des sections de résidence. Depuis lors, sur le modèle français, des cellules de quelques membres ont été créées dans chacune de ces sections. Dirigées par un chef de groupe, ces cellules ne sont d'ailleurs pas officielles. L'ensemble communal est contrôlé par un Politruk (Commissaire politique). Le Parti Communiste est particulièrement solide en deux points : à Stockholm et dans le nord du pays, où il groupe un quart environ de ses membres. La vitalité du communisme dans le Nord est ancienne et tient aux conditions très misérables de la vie des travailleurs dans ces contrées.

L'organisation des femmes et celle des jeunes sont extérieures au Parti, comme en France, et pour les mêmes raisons : la propagande dans ces milieux en est facilitée.

La presse du Parti

Le tirage de la presse communiste représente 2 % du tirage de la presse suédoise. Elle comprend quatre quotidiens dont deux ont une importance réelle.

Le *Ny Dag* (Le Jour Nouveau) paraît à Stockholm et tire à 30.000 exemplaires. (*Le Dagens Nyneter*, le plus grand journal suédois tire à 300.000). Sa rédaction comprend un journaliste de grande classe : Gustav Johansson, qui a été deux ans à Moscou, et dont l'orthodoxie est sûre. *L'Arbeitar Tidningen* (Le Journal des Travailleurs) n'est qu'une copie du *Ny Dag* pour Göteborg. Elle tire à 10.000 exemplaires.

Dans le Nord, le Parti Communiste a deux quotidiens. A Luléa, *La Flamme du Nord* tire à 10.000 exemplaires, et doit son prestige à la lutte que les nationaux-socialistes suédois ont menée contre lui en 1940. Un autre quotidien est publié à Luléa pour la province de Vesterbotten, située plus au Sud. C'est une version locale du précédent.

La presse hebdomadaire est aux mains d'un Cartel : *Inapress*, (International Arbeitar Press). Le Cartel est dirigé par le communiste Soderman qui a vécu 5 ans à Moscou, et dont la femme a travaillé pendant quinze ans à l'ambassade russe à Stockholm. Il publie vingt hebdomadaires. Tous sont des copies du *Folkviljan* (La Volonté populaire) avec des variantes locales. Le tirage total est de 100.000 exemplaires.

Il faut signaler enfin un journal pour les paysans ; une revue idéologique *Vår Tid* (Notre Temps) ; un journal pour la jeunesse et le bulletin de l'ambassade russe qui paraît deux fois par semaine, pour répondre notamment à la propagande très active et documentée des émigrés baltes, singulièrement de la colonie esthonienne, nombreuse et vivante en Suède.

Notre but

Ce Bulletin a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans ce Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1^{er}).

Le communisme et les syndicats

Les communistes ont contrôlé pendant longtemps l'Union de la métallurgie (200.000 syndiqués), sans que le secrétaire général soit communiste. Ils ont perdu récemment leur prédominance à Stockholm et Göteborg. Mais dans la première ville ils tiennent des usines très importantes, et dans la seconde, s'ils ont perdu le comité exécutif, ils dominent encore l'assemblée générale.

Jusqu'à 1948, ils ont contrôlé tout le Nord dans l'Union des Cheminots. Dans toutes les gares du pays il y a des cheminots communistes. Leur recul dans ce secteur est parallèle à celui qu'ils ont subi dans les mines. Ils y ont joui d'une très large audience. Elle a diminué. On aura une idée de la duplicité communiste en apprenant que lors d'un récent conflit, les députés communistes demandaient des salaires élevés dans les mines exportant vers l'ouest, afin de saboter la production en faisant durer le conflit, ou l'exportation à cause des prix excessifs ; et des salaires inférieurs dans les mines travaillant pour l'Est, pour des motifs inverses. Preuve parmi d'autres que la défense des intérêts des travailleurs passe après la défense des intérêts russes. Dans la Marine Marchande ils ont eu jusqu'à 50 % des syndiqués. Ils ont perdu l'Union des Imprimeurs qu'ils ont dirigée longtemps. Leur position reste prédominante chez les bûcherons du Nord. Elle est nulle dans la haute administration, mais il y a des communistes dans les administrations locales.

En résumé, l'influence communiste dans les syndicats est en recul après avoir largement progressé. Elle reste réelle néanmoins, et c'est un facteur avec lequel il faut compter.

Le crypto-communisme

Pour des raisons assez difficiles à démêler, il est florissant en Suède. D'importantes personnalités s'y retrouvent. Dans le monde financier, c'est le banquier Olav Aschberg. Dans l'aristocratie, c'est la sœur du Comte Folke Bernadotte, nièce

du Roi. Dans le monde politique et judiciaire, c'est Georg Branting, député socialiste au Rygsdag, avocat international, qui défendit Sacco et Vanzetti puis Dimitrov. Sa sœur appartient aussi au crypto-communisme. Les salons bolchéviques sont nombreux. L'organisateur de la pénétration dans l'intelligentsia suédoise est un jeune médecin John Takman, dont l'activité est considérable.

Diverses publications permettent cette pénétration. Le magazine *Koust och Kulher* (Art et Culture) et la revue *Clarté* sont les principaux. Cette dernière revue est l'organe de l'Association des intellectuels qui comprend 1.000 membres environ. La revue a 400 abonnés. Elle provoque beaucoup de polémiques dans la presse. Elle est une plate-forme utile pour la propagande communiste.

Les complaisances de certains milieux « avancés » pour le bolchévisme ont des manifestations plus visibles encore. A l'Hôtel de Ville de Stockholm, une coalition socialo-communiste s'est organisée sous l'influence d'un socialiste du type Zilliacus : M. Zet Höglund. Grâce à lui, le Conseiller municipal communiste Set Persson, dont nous avons parlé plus haut, est le chef administratif de la police de Stockholm. Dans d'autres services comme la défense civile, il y a aussi des communistes, à Stockholm, Göteborg, Kiruna. On le doit à un crypto-communisme plus répandu qu'on ne croit.

**

Dans le communisme mondial, la place du communisme suédois est assurément secondaire. Mais dans l'hypothèse d'un conflit, la péninsule scandinave pourrait jouer un rôle capital. La connaissance, même sommaire, des activités communistes dans un pays qui est aux frontières de l'U.R.S.S., est indispensable à qui veut apprécier, aussi objectivement que possible, le rapport actuel des forces entre les pays qui se disputent la suprématie mondiale.

ACTUALITÉ

États-Unis et Union Soviétique

Le thème suggéré par le titre du présent article paraît déjà passablement rebattu. Cependant, tout n'a pas été dit et peut-être l'essentiel restait-il à dire. Car ni la sincérité, ni la compétence, ne caractérisent l'immense littérature politique d'après-guerre traitant le sujet. Il ne saurait être question ici que d'aperçus sommaires, pour faire justice des notions erronées communément admises et afin de préparer les esprits à des vues plus sérieuses.

Rien n'est moins prouvé que la thèse selon laquelle une défaite de l'Allemagne devait immanquablement livrer l'Europe à la puissance soviétique et créer le tête-à-tête russo-américain. A l'heure où capitulait l'armée allemande, les États-Unis et l'Empire Britannique associés étaient en mesure d'imposer à l'U.R.S.S. leur solution des problèmes européens, lui tracer la ligne à ne pas franchir et en deçà de laquelle pouvaient se reconstituer les États qui ont toujours fait obstacle à l'expansion russe. Ils s'en sont abstenus non par manque de moyens matériels mais faute de capacités intellectuelles.

L'exposé authentique de ces événements est encore à écrire et l'article de William Bullitt, publié ici-même, n'offre qu'une contribution partielle à la manifestation tardive de la vérité historique. Par peur d'une paix séparée que Staline était bien incapable d'obtenir de Hitler, la Maison Blanche a contribué plus que l'Armée Rouge à l'accroissement territorial de l'U.R.S.S. et aux empiètements russes sur l'Europe et sur l'Asie. Ce n'est nullement l'inimitié mais l'amitié américaine qui a permis à l'U.R.S.S. ravagée, affaiblie, saignée à blanc, de se dresser insolemment contre le monde occidental. A Téhéran et à Yalta, le président Roosevelt a, par des concessions injustifiées, injustifiables et sans contre-parties effectives, perdu la paix c'est-à-dire la guerre, et rendu inévitable l'antagonisme actuel, gros d'une troisième guerre mondiale.

Le président Truman, à Postdam et ensuite, ne pouvait que poursuivre la politique de son prédécesseur, tant en vertu de ses facultés personnelles qu'en raison de l'état des choses dont il avait hérité. Politique surprenante qui a consisté

à prendre les désirs de démocrates américains pour la réalité bolchéviste, politique de « wishful thinking » qui a prêté à Staline des intentions exactement contraires à ses principes comme à ses pratiques, politique aveugle qui devait aboutir à une impasse.

Peu après l'agression allemande contre l'U.R.S.S., à laquelle Staline seul ne voulait pas croire malgré les avertissements répétés de W. Churchill et de F. Roosevelt, en dépit des rassemblements massifs de forces ennemies à ses frontières, envers et contre l'évidence même, tous les moyens de la technique américaine furent mis en œuvre pour magnifier Staline et glorifier le stalinisme. Le président Roosevelt prêcha d'exemple, secondé par ses plus proches auxiliaires, Henry Wallace, Harry Hopkins, Robert Sherwood et d'autres. Le State Department ainsi que les principales institutions gouvernementales, envahis de communistes et de sympathisants (fellow-travelers), s'alignèrent sur la Maison Blanche, notamment l'O.S.S. (Office of Strategic Services) et l'O.W.I. (Office of War Information), services de renseignements et de propagande nés de la guerre qui subsistent encore sous d'autres formes.

De hauts fonctionnaires réputés tièdes envers « les Soviets » se virent mutés ou mis à l'écart. La soviétophilie était alors une condition *sine qua non* de carrière. Les zéloteurs du bolchévisme, embusqués partout, barraient la route aux personnalités indépendantes, dans les institutions publiques et privées, dans les maisons d'édition comme dans les Universités et Collèges.

Une avalanche de littérature communiste

Parallèlement au boycottage des auteurs défavorables à Staline, une avalanche de littérature plus ou moins communiste bâclée par toutes sortes de Walter Duranty, de Maurice Hindus, d'Edgar Snow, d'Anna-Louise Strong, submergea le marché du livre, garnit les vitrines, littérature assurée de compte-rendus complaisants dans la grande presse. Les ouvrages sérieux sur la Russie furent empêchés de paraître, d'autres déjà publiés disparurent de la circulation. Sir Bernard Pares, slavisant anglais, directeur de la *Slavonic Review*, vint enrichir la galerie des intellectuels staliens, reniant ses travaux antérieurs.

Un ex-ambassadeur à Moscou, millionnaire (en dollars) et commanditaire du Parti démocrate, Joseph Davies, devenait l'apologiste tapageur du régime soviétique. D'un recueil de ses notes et rapports plutôt défavorables à Staline et à ses procédés cruels de domination, il trouvait le moyen de faire par toutes sortes d'astuces un plaidoyer retentissant pour justifier les procès de Moscou, les assassinats en série, les tortures et les massacres (*Mission to Moscow*, New-York, 1941). Il en tira de plus un film à succès, particulièrement choquant et tendancieux. Car le cinéma se mettait de la partie, tandis que la presse et la radio faisaient chorus. Les « newsreels » (actualités filmées) exaltaient l'Union Soviétique à grand renfort de montages et de truquages. Toutes les ressources publicitaires étaient mises à contribution en faveur du plus totalitaire des régimes totalitaires.

Le *New York Times*, où sévissaient Walter Duranty et ses émules à la dévotion de Staline, prêtait ses colonnes à la propagande bolchéviste, sous prétexte d'objectivité, tout en s'abstenant de commentaires péjoratifs, inopportuns en temps de guerre. Le *Herald Tribune*, sous la coupe de Joseph Barnes, donnait le ton bolchévisant à quantité de journaux soi-disant républicains ou démocrates ; les articles de Walter Lippmann, re-

produits dans des centaines de gazettes, ne le cédaient guère aux éditoriaux du dit Barnes. Ce dernier, compagnon de voyage de Wendell Wilkie autour du monde, rédigeait en outre le livre *One World* à grand tirage, signé Wilkie, dans le style prosoviétique officiel. La *Saturday Evening Post*, diffusée à millions d'exemplaires, avait un collaborateur attitré, Edgar Snow, pour abonder dans le même sens. La *New York Post*, la *New Republic*, la *Nation*, rivalisaient de zèle stalino-phile, accréditant l'identification du libéralisme au bolchévisme.

À la radio, les Graham Swing, les Johannes Steele, les Lisa Sergio (celle-ci fasciste de la veille) et tutti quanti, commentateurs inspirés aux sources orthodoxes, encombraient les ondes de leurs panégyriques. C'était à qui ne parlerait pas des tueries de Katyn, sauf pour disculper Staline. La *Foreign Policy Association*, menée par Mme Vera Dean, mettait son influence au service de la même cause. Une simple énumération des associations et publications de tendance analogue, avec leurs ramifications, tiendrait des pages entières. On comprend que la mode intellectuelle fût alors au panslavisme. Et que d'énormes impostures comme la prétendue suppression du Comintern et le soi-disant rétablissement des libertés religieuses en U.R.S.S. aient été accueillies avec enthousiasme.

Des communistes milliardaires

« Wall Street » émulait Hollywood : M. Thomas Lamont, président de la banque J.P. Morgan, et dont le fils Corliss Lamont appartenait déjà à plusieurs organisations communistes, louangeait « la Russie » et ses grands hommes, parmi lesquels nul n'ignore que Staline culmine. Un club de dames millionnaires refusait la parole à Mme Freda Utley, suspecte à juste titre d'anti-bolchévisme (son mari, un communiste russe, ayant été supprimé par la Guépéou). Le milliardaire Marshall Field éditait à grands frais un quotidien crypto-communiste à New-York (sept millions de dollars). Le millionnaire Frasier McCann, petit-fils de F.W. Woolworth (propriétaire de la fameuse « chaîne » de magasins), et cousin de Barbara Hutton, subvenait divers groupements communistes, entre autres le *Civil Rights Congress*. Le millionnaire Frederick Vanderbilt Field, rejeton de la dynastie des Vanderbilt, collaborait aux principales publications communistes, fournissait les fonds pour entretenir ou créer des entreprises de propagande stalinienne. Il serait fort utile d'exposer plus en détail avec leurs implications chacun de ces points brièvement mentionnés, pour donner une idée de l'aberration collective d'une société sans principes.

Dans les Universités les plus snobs, les Collèges les plus chics, entreprises privées, le noyautage communiste prenait des proportions effrayantes. Etudiants et professeurs, surtout les étudiantes, se piquaient d'être plus à gauche les unes que les autres. L'engouement pour la littérature et la musique russes, stimulé et capté avec adresse, versait de l'eau au moulin soviétique. Des religieux se mirent de la partie, assimilant le stalinisme au christianisme, et forts des exhibitions du Dean de Canterbury, venu tout exprès d'Angleterre. Une revue spéciale, *The Protestant*, travaillait les milieux de même dénomination perméables à l'évangile staliniste.

Mais on n'en finirait pas d'enregistrer les symptômes de fièvre rouge qui ont décelé l'état mental des « hautes sphères » américaines à l'époque et qui, contrairement à ce qu'un vain peuple pense, persistent encore dans une large mesure. Il importe de noter que la plus ferme

résistance aux entraînements protéiformes de la soviétomanie a été opposée par les deux grandes organisations syndicales professionnelles, l'A.F.L. (American Federation of Labor) et le C.I.O. (Congress of Industrial Organisation), ainsi que par l'Eglise Catholique. A cela il y a des raisons qui n'entrent pas dans le cadre du présent article.

Il faut encore signaler un fait à peine croyable qui caractérise les conditions créées par la politique rooseveltienne, laquelle, faisant de nécessité vertu, conférait au totalitarisme stalinien tous les mérites d'une démocratie et d'une culture supérieures, alors que l'U.R.S.S. n'était entrée dans la coalition en lutte contre l'axe que par la volonté de Hitler. Quand le F.B.I. (Federal Bureau of Investigation) découvrit en 1945 les fils de l'espionnage soviétique en matière atomique, il se heurta à Washington à une mauvaise volonté telle que son seul recours fut de passer l'affaire aux autorités canadiennes, pour faire éclater le scandale. Faute de quoi les espions eussent été intangibles. Depuis, la situation ne s'est guère améliorée à cet égard, comme le prouvent les pressions exercées de haut afin d'innocenter Alger Hiss, ami et collaborateur de M. Dean Acheson, et dont la culpabilité d'espionnage ne laisse aucun doute (1).

Le prix d'une «amitié»

Sachant ce qui précède, on ne s'étonne pas que Staline se soit cru tout permis, se soit permis de tout espérer. Sa dictature était sauvée grâce à l'aviation, à la marine et aux armées de « l'Occident pourri ». Les Américains lui avaient accordé un lend-lease de onze milliards six cent millions de dollars en armement, en matériel, en denrées de toutes sortes. Sans compter l'aide généreuse de leur Croix-Rouge. Sans parler des fournitures considérables de l'Angleterre. Sur les trois milliards de dollars en marchandises dont a disposé l'U.N.R.R.A., la majeure partie fut allouée aux satellites de l'Union Soviétique (pas moins de 430 millions à la seule Yougoslavie). Pour prix d'une amitié russe qui se dérobaît sans cesse, les dirigeants américains et anglais allèrent jusqu'à trahir leurs alliés yougoslaves et polonais, à livrer des positions maîtresses en Chine. En fait d'amitié russe, ils n'obtinrent qu'une hostilité accrue de la part de gens dont la raison d'être est de détruire tout ordre soustrait à leur loi, et qui croyaient tenir le bon bout, en présence des renoncements, de l'inconsistance, du désarroi de leurs ex-partenaires.

Les suites de Téhéran, de Yalta et de Postdam sont maintenant d'une évidence frappante. Il a fallu l'aide américaine à la Turquie et à la Grèce, sur l'avis pressant de l'Etat-Major, et une escadre américaine en Méditerranée, pour dissuader Staline d'arrondir par la force ses domaines. Ce qui ne pouvait l'empêcher de les accroître par la ruse et le chantage en opérant de l'intérieur partout où

(1) On sait que ces divers phénomènes de bolchévisation sentimentale, avec tout ce qu'ils comportent de perversion chez les uns, de résignation ou de complaisance chez les autres, d'entraînement et d'irréflexion chez tous, ne sont pas exclusivement propres à l'Amérique. La France qui se pique de maturité intellectuelle a versé dans le même délire. Nous avons vu ici la Sorbonne, le Collège de France, la Recherche Scientifique, l'Université dans son ensemble, infestés de communistes avoués ou honteux, ainsi que le Gouvernement, le Parlement, la Justice la Presse, l'Edition, le Théâtre et le reste. Il ne s'agit donc aucunement de faire la leçon à un pays ami mais simplement de relater ce qui s'est passé dans ce pays en un temps où la France, coupée du monde extérieur, ignorait les réalités américaines.

Aux Membres de l'Association

En raison des congés payés (personnel et imprimerie) et de l'absence de la plupart de nos membres, il a été décidé que le prochain Bulletin paraîtrait dans la première quinzaine de septembre. L'abondance des matières résultant de cette interruption a conduit à publier le présent numéro sur 24 pages au lieu de 16.

A la rentrée nous publierons en supplément deux importants inédits en France.

— l'essentiel de la correspondance échangée entre Staline et Tito, avant la crise yougoslave, et qui permet d'en mieux saisir la signification historique ;

— une étude comprenant en particulier des documents soviétiques authentiques, et relative au mécanisme des déportations en U.R.S.S.

Nous rappelons à nos membres en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 1.200 francs (6 mois), 2.400 francs (12 mois). Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

il disposait d'assez d'éléments à sa dévotion ou à sa solde. Le plan Marshall et le pont aérien de Berlin, expédients coûteux et empiriques, ont paré à d'immédiates nécessités aiguës sans résoudre les problèmes fondamentaux de l'équilibre mondial. Moscou ne veut ni paix réelle, ni guerre ouverte. Washington ne peut ni imposer la paix, ni décider la guerre. En conséquence, tout se passe en feintes et en paroles, par crainte d'un enchaînement de causes et d'effets qui risque de conduire à ce que, de part et d'autre, on souhaiterait d'éviter.

Par l'intelligence ou par la force ?

Entre temps se font sentir les exigences de la vie quotidienne, les besoins respectifs de l'économie de chaque côté du rideau de fer. Les U.S.A. ont compris un peu tard qu'il serait insensé de continuer à ravitailler l'U.R.S.S. en matériel technique utilisable pour la production de guerre ; ils ont réduit au minimum ce genre d'exportation vers le camp ennemi. L'U.R.S.S. est incapable d'améliorer son outillage, de paix comme de guerre, par ses propres moyens, et d'élever le niveau d'existence de ses sujets, encore moins chez ses satellites qu'elle a pillés et qu'elle exploite sans vergogne ; elle riposte à l'embargo américain par un chantage au chrome et au manganèse ; elle s'efforce de tourner la difficulté en traitant avec l'Angleterre, soit directement, soit par l'intermédiaire de Prague et de Varsovie, avec la France et d'autres pays selon des modalités diverses. Les Occidentaux étant impuissants à concerner une attitude commune se laissent diviser et manœuvrer, une fois de plus, par un adversaire aussi dénué de scrupules que d'efficacité sur le plan technique.

Le déclin de la conjoncture économique en Amérique incite naturellement les producteurs à chercher de nouveaux marchés, donc à commercer avec l'U.R.S.S., concurrentement aux Britanniques. Il faudrait aux businessmen beaucoup

de civisme et de clairvoyance, en un tel cas, pour résister à la tentation de « faire de l'argent ». Mais le civisme ne s'affirme que dans les grandes circonstances et la clairvoyance fait presque toujours défaut chez des « réalistes » pour qui la réalité consiste en avantages matériels obtenus au jour le jour. Les U.S.A. n'avaient-ils pas fourni au Japon le fer et le pétrole qui ont permis l'attaque sur Pearl Harbour et rendu possible le conflit du Pacifique ? De même, l'Angleterre n'est pas sans avoir facilité le réarmement, donc les agressions, de l'Allemagne hitlérienne. Les propos du président Truman sur Staline, « type convenable » (decent fellow) mais « prisonnier du Politbureau », sur la « bonne foi » des Russes dans les négociations relatives au blocus de Berlin, etc, révèlent une méconnaissance des problèmes européens et des questions russo-soviéti-

ques telle qu'on peut toujours s'attendre à de nouvelles complaisances diplomatiques et économiques américaines, pour peu que Moscou fasse semblant d'être moins intraitable.

Mais la politique étrangère des U.S.A. résulte de diverses pressions contradictoires exercées de plusieurs côtés à la fois, ce qui la prive d'unité, de continuité, de portée à longue échéance. Aucune des causes profondes de l'antagonisme russo-américain ne s'atténuera par les procédés routiniers jusqu'à présent mis en œuvre. La Russie accule l'Amérique au dilemme classique exprimé par la formule bien connue qui propose les armes de la critique ou la critique par les armes. Autrement dit, Uncle Sam et Uncle Joe ont à se mesurer par l'intelligence ou par la force, même s'ils conviennent momentanément que « les affaires sont les affaires ».

L'affaire Alger Hiss and C^o

L'affaire Alger Hiss, dont le B.E.I.P.I. (n° 6) a rendu compte pour informer le lecteur français de l'ampleur et de la nuisance des activités soviétiques d'espionnage aux Etats-Unis, a été jugée à New-York au cours d'un long procès qui a duré quelque six semaines, après plusieurs ajournements.

Tous les renseignements donnés ici-même ont été pleinement confirmés. Huit jurés sur douze ont reconnu Alger Hiss deux fois coupable de

faux serment, donc coupable d'avoir dérobé au State Department maints documents confidentiels pour les livrer au gouvernement de Moscou.

Mais la loi américaine exige l'unanimité du jury pour prononcer une décision entraînant condamnation. En conséquence, le procès est tenu pour nul et non avenu, et un nouveau procès doit avoir lieu en octobre. Il sera donc loisible au B.E.I.P.I. de revenir plus en détail sur cette affaire sans précédent.

ÉTUDES

Le régime policier en Bulgarie

M. Anton Yougov, âgé seulement de 40 ans, est un des plus jeunes ministres de l'Intérieur en Europe. Ses souvenirs ne remontent pas jusqu'à la « grande révolution » de 1917, mais affranchi de toutes sortes de scrupules, il a reçu une formation solide à la N.K.V.D.

Avant de se poser en candidat à la succession des Dimitrov et des Kostov, M. Yougov a dû faire ses preuves. Politique intérieure, police, espionnage, justice, épurations, déportations, voilà le domaine où il est passé maître.

Le but à atteindre était le contrôle absolu et incessant de tous les habitants quelles que soient leurs opinions politiques et quelle que soit leur condition. On verra les résultats obtenus.

Les principaux organes de contrôle

1) Tous les membres du Parti ont « le devoir de dénoncer les ennemis de la démocratie populaire ». La surveillance s'exerce sur les lieux du travail, à l'usine et au bureau, dans les réunions, dans les syndicats.

2) Chaque maison est pourvue d'un « confident ». Ceux-ci forment un Comité par rue lequel est représenté au sein du comité de quartier. Un policier spécialisé portant le titre de *milicien de bloc* est attaché à chaque groupe de 5 à 12 maisons. Il doit collaborer avec les comités locaux de surveillance.

3) Les bureaux pour la protection du travail sont appelés à statuer sur chaque cas de déplace-

ment et de changement d'emploi. Ils possèdent un dossier complet de chaque habitant et peuvent, à tout moment, retirer à tous les travailleurs, l'autorisation de travail ou d'emploi.

Les comités de ravitaillement et de distribution complètent cette surveillance. Ils ne délivrent point de cartes de rationnement aux « oisifs » et aux suspects.

Un service spécial dit *des cadres* a été établi dans chacun des ministères. C'est là que sont centralisés tous les dossiers « personnels ». Un service analogue existe dans les hautes écoles et dans les lycées.

4) La police. Celle que l'on voit — parce qu'elle porte l'uniforme — s'appelle la *Milice*. Elle est beaucoup plus nombreuse qu'au temps de la royauté dictatoriale. La *police secrète* comprend trois sections : Sécurité nationale, Défense du Territoire et Service de renseignements militaires. Chacune de ces branches est indépendante, elle est dirigée par un spécialiste fourni par Moscou et relève directement du Ministre de l'Intérieur.

Les méthodes

Toute une gamme de tortures physiques est à l'honneur. Une des plus terribles consiste à laisser le prévenu debout pendant des journées entières jusqu'à ce que ses jambes gonflent. Dans les camps de concentration, on pratique un système analogue que les détenus appellent « compter les étoiles » : sous la pluie ou dans la neige, les in-

ternés passent la nuit debout. Pour des motifs souvent anodins, ce « châtiment » est appliqué pendant 1, 2 et même 10 nuits consécutives.

Le prévenu, mis en état d'arrestation, par exemple sur une simple dénonciation, ne peut plus communiquer avec l'extérieur. Sa famille n'est même pas avertie de son arrestation. L'accusé est rarement confronté avec ses accusateurs. Des témoignages d'enfants sont fréquemment utilisés.

Les camps d'internement

Ils peuvent être divisés en plusieurs catégories:

1°. — *Les camps de travail* sont alimentés par ceux qui ont été désignés sous le vocable de « fascistes déclarés ou camouflés ». Les personnes qualifiées de trafiquants du marché noir y ont également leur place.

2°. — *Les camps d'oisifs* : ont été établis en vertu d'une loi spéciale sur les oisifs et les désœuvrés. Un simple ordre administratif suffit pour astreindre un ennemi plus ou moins dangereux du P.C. ou simplement un « rouspéteur » au travail obligatoire pour 6 mois au minimum. Les oisifs, sont d'ailleurs ceux à qui l'autorisation de travail a été refusée sur l'ordre du Parti. La catégorie des oisifs et des désœuvrés est nombreuse: ils se comptent par dizaines de milliers et leurs rangs ne cessent de grossir.

3°. — *Les communautés de travail et de redressement* sont de véritables camps de concentration. Ils sont réservés aux prisonniers de droit commun et aux ennemis politiques du régime : agrariens, socialistes, démocrates, trotskistes, anarchistes — et souvent même à leurs enfants.

Le nombre des camps de concentration ne nous est pas connu d'une manière précise. Les plus importants sont ceux de Cutsian, Bogdanovdol, Doupnitsa, Bosna, Poroutchik-Guénovo, Nazarevo. Les internés emploient d'autres noms : pour eux, le camp de Bogdanovdol s'appelle « Le Camp des ombres ». Celui de Cutsian « Les Caresses de la mort », etc.

Les lits, destinés à abriter le corps de l'interné et ses bagages, n'ont que 40 cm. de largeur ; ils sont superposés. La nourriture est d'une mauvaise qualité et tout à fait insuffisante pour le travail exigé : mine, construction de routes, de chemins de fer, de barrages, carrières, bâtiments. Les rations de sucre et de graisse sont bien attribuées aux différents camps, mais ce sont les geôliers qui les accaparent de sorte que les internés n'ont pour toute nourriture que de la soupe et du pain.

Les conditions d'hygiène sont déplorables. L'eau manque, il faut aller la chercher très loin. La lessive est un grand événement qui ne se produit qu'une fois par mois ou tous les deux mois. L'assistance médicale est « rationnée » : en vertu du règlement, les heures de repos et de maladies accordées par le médecin du camp ne doivent pas dépasser 1 %. Le travail épuisant, la sous-alimentation et les mauvais traitements sont les causes d'une forte mortalité. Les mourants sont généralement libérés car, toujours selon le règlement, on ne doit pas mourir au camp...

Les camps de concentration sont alimentés surtout par des épurations massives opérées à intervalles presque réguliers.

Épuration pour faits de collaboration

Les premières épurations datent de 1945 et concernent spécialement les crimes et délits de collaboration avec les Allemands. D'après les statistiques officielles, sur 10.907 personnes reconnues coupables par les tribunaux populaires spéciaux, 2.680 ont été condamnées à mort, 1.921 à la détention perpétuelle et 6.306 à diverses peines

de prison. En outre, 166 anciens ministres, députés et conseillers à la cour ont été traduits en justice : 103 d'entre eux ont été condamnés à mort. Sur les 618 juges et procureurs que comptait la Bulgarie, 478 ont été au préalable relevés de leurs fonctions.

Les groupes issus de la Libération

Les premiers gouvernements d'après-guerre étaient des gouvernements de coalition institués sur la base quadripartite du Front National groupant le P.C., l'Union agraire, la Social-démocratie et le groupe militaire de droite, « Zveno ». Les communistes se sont employés tout d'abord à créer des schismes à l'intérieur de chacun des partis non communistes, à détruire ensuite chacune des fractions non gouvernementales de ces partis déchirés en deux, et à assujettir finalement ceux de leurs antagonistes qui ont bien voulu s'engager à devenir des serviteurs dociles. Les autres sont condamnés, fusillés ou internés dans les camps.

Malgré toutes sortes de pressions, le *parti agraire* obtint, aux élections d'octobre 1946, 65 sièges au Sobranié. Un mois plus tard, son chef, Nicolas Petkov est exclu une première fois du Parlement. En Mai 1947, le journal de l'Union agraire, le *Narodno Zemedelsko Zname*, est définitivement interdit. Au début de juin de la même année, 23 députés se voient retirer leur mandat, leur immunité parlementaire. En quittant le Parlement, plusieurs d'entre eux, dont Petkov sont arrêtés. Les mois d'été sont occupés par la préparation du procès de Petkov, condamné à mort, en août 1947, et malgré d'innombrables protestations, exécuté en septembre. En même temps, ses 64 compagnons du *Parti agraire* sont privés de leurs mandats, arrêtés et déportés dans des camps de concentration. Parmi eux, Nedellio Atanasov, ancien ministre. Sept députés réussissent à s'enfuir en Turquie, quelques semaines plus tard.

Les communistes ont réussi à créer un groupe scissionniste ayant à sa tête Alexandre Obbov, 1^{er} vice-président du Conseil qui était demeuré dans ses fonctions malgré les épurations de son parti. Mais, en automne 1947, Obbov lui-même est éliminé et de la direction de son groupe pay-san et du gouvernement.

Il ne restait plus qu'un groupe minuscule d'agariens de droite groupés autour de Dimitri Guitchev. Ce dernier a été déféré au tribunal en février 1948.

La liquidation du *parti social-démocrate* s'est faite de la même façon. En juin 1947, l'organe officiel des socialistes bulgares, le *Svoboden Narod* est suspendu, puis interdit. En janvier 1948, le leader de la fraction procommuniste, Dimitri Neikov, annonce la fusion prochaine avec le parti communiste. A la même époque, les neuf députés socialistes d'opposition ayant refusé d'approuver le budget, se voient menacés, en pleine Chambre, par Dimitrov qui leur rappelle le sort de Nicolas Petkov. En juillet, tous disparaissent et ce n'est que quelques jours plus tard que le Parlement apprend l'arrestation de Kosta Loultchev, président du parti socialiste, et des députés Ivan Kovrinkov, Christo Ponner, Tartakov, Perter Derthiev, Petko Bratkov. A l'issue d'un procès politique, Loultchev est condamné à 15 ans de travaux forcés. Seul Georgi Petkov a réussi à s'enfuir en Turquie.

Autres partis et groupes politiques : le 4^e parti, celui du « Zveno » groupe avant tout des militaires. Son épuration se confondant avec celle de l'armée, nous en parlerons plus loin. Deux partis insignifiants, les *démocrates* ayant à leur tête

Stoicho Mouchanov et les *radicaux* s'étaient abstenus de participer au gouvernement « issu » des élections d'octobre 1946. Ils n'ont point de représentants au Parlement. Néanmoins, le journal du parti démocrate, *Zname*, est suspendu dès le 25 décembre 1946. Par contre, une scission s'étant produite au sein du parti radical, le groupe de Kostourkov entre au Front National et au gouvernement, sans doute pour compenser le départ des agrariens de Petkov et des socialistes de Loultchev.

De tous temps, les *anarchistes* ont constitué en Bulgarie des groupes assez nombreux et actifs. A. Stoytchev, un des animateurs de l'insurrection de Yambol en 1923, Ch.-K. Yordanov, ancien rédacteur de *Rabotničeska Missal*, et son ami G. Dimitrov Karamikhaylov, secrétaire de la fédération anarchiste, Nedralkov, éditeur de la revue anarchiste *Rabotnik*, ont été, de bonne heure, internés dans des camps de concentration.

Épuration dans l'armée

En relation avec le cas Petkov, le général Ivan Popov et plusieurs officiers d'Etat-Major ont été limogés et déferés au tribunal dès l'automne 1947. Peu de temps après, un procès monstre a vu défiler à la barre les 32 « conspirateurs » de la « Ligue Militaire » qui aurait préparé un coup d'Etat anti-communiste. Parmi eux figuraient le Général Cyril Stanchev, jadis condamné à mort par le régime royal, chef de la résistance militaire sous l'occupation et ex-commandant de l'armée bulgare, le Colonel Stambolodziev, ainsi que d'autres officiers supérieurs. Le 22 octobre 1947, Stanchev a été condamné à la détention perpétuelle. Son ami et animateur du « *Znevo* », le général Velchev qui se trouvait à Berne n'a pas attendu pour être jugé à son tour. Il a refusé de rentrer en Bulgarie.

La mise au pas des Eglises

L'orthodoxie étant aux termes de la Constitution, la religion traditionnelle du peuple bulgare, l'Eglise orthodoxe de Bulgarie est entièrement soumise au patriarche de Moscou. Restaient les Eglises indépendantes. On se souvient de l'affaire des 15 pasteurs bulgares non orthodoxes et de leur condamnation en février 1949. Rappelons pour mémoire que le procès a décapité l'Eglise congrégationniste en la personne du patriarche Vassili Ziapkov, l'Eglise méthodiste en la personne de Yanko Ivanov et l'Eglise adventiste en la privant de son chef Georgi Tchernev. Le Conseil Suprême des Eglises Evangéliques de Bulgarie a été privé de son Président, Mgr Nicolas Naoukov.

Épuration du Parti Communiste

Le P.C. a connu, lui aussi, des difficultés intérieures qui ont été résolues par des épurations massives. Ces difficultés tiennent tout d'abord au gonflement démesuré du nombre des adhérents. A la veille du coup d'Etat anti-allemand, ils ne dépassaient pas le chiffre de 25 à 26.000. Aujourd'hui, le Parti compte 464.000 membres enregistrés. Mais sur ce chiffre, 32 % seulement sont des ouvriers, alors que les paysans sont presque deux fois plus nombreux et fournissent 207.000 membres. Sur les épurations répétées, nous ne possédons évidemment pas de données statistiques. Mais tous les témoignages concordent pour affirmer que des coupes sombres ont été opérées dans le parti lui-même.

Les dirigeants à leur tour n'ont pas paru suffisamment inféodés à Moscou. Là encore, les victimes des épurations sont nombreuses : 300 à 400 hauts fonctionnaires du parti pour le seul mois d'avril 1949. En plus de Traïtcho Kostov, vice-président du Conseil, membres du Politburo et président du comité économique et financier, nous trouvons parmi les victimes : Tatche Angelov, Vice-président du présidium de l'Assemblée nationale, et son fils Ljouben, Karaslavov et Petrov, hauts fonctionnaires de l'Etat et du Parti, Bradistilov, président du conseil municipal de Sofia, etc.

Il est utile de rappeler que Kostov a été entre les deux guerres le véritable animateur du P.C. bulgare auquel il avait adhéré dès 1920. Chef de la Résistance pendant l'occupation, il devint secrétaire général du Parti à la libération. Ami ardent de l'Union soviétique, c'est lui qui avait apposé sa signature, voilà un peu plus d'un an, au traité commercial russo-bulgare qui a consommé la mise au pas économique de son pays. Ennemi farouche de Tito, il a été rappelé à Moscou dès février 1949 et accusé à son tour de « déviation nationaliste ».

Désormais à l'exception de Kolarov (ancien président de la République), ce seront les jeunes qui seront appelés au pouvoir. Tous les obstacles ont été aplanis et liquidés par la vieille équipe de Dimitrov et Kostov. Plus aucune opposition organisée n'existe ni dans le pays, ni au Parlement.

Aux élections de mai 1949, la liste unique du Front National, entre les mains des communistes, a obtenu près de 93 % des voix. L'allée du pouvoir est largement ouverte à la génération nouvelle dévouée corps et âme au Kremlin et conduite par son chef, M. Yougov, ministre de l'Intérieur. A la faveur des élections, plusieurs ministres, si l'on en croit la presse turque du 9 mai, ont annoncé un redoublement de l'épuration, notamment chez les paysans. La révolution continue en Bulgarie. La mort de M. Dimitrov survient en un moment où la situation n'est bonne ni dans le pays ni dans le parti.

La crise du Parti Communiste Grec

Constitué en 1920, le Parti Communiste grec n'a pris son nom actuel qu'en 1924.

Ses débuts furent difficiles et son développement entravé par des crises intérieures et des scissions nombreuses. Selon Zachariades (1), actuel secrétaire général, la direction du Parti dut

(1) « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire » (Organe du Kominform, 15-12-48).

être changée six fois de 1920 à 1931. Mais en 1931, le Parti acquit une direction stable, complètement inféodée à Moscou. Désormais, sa politique s'aligne directement sur celle de l'U.R.S.S. et les différents épisodes qui la jalonnent ne s'expliquent que par cette dépendance étroite.

Ainsi le 17 juin 1941, quelques jours avant la guerre germano-russe, le Parti Communiste grec réclamait encore la paix alors que le drapeau à

croix gammée flottait sur l'acropole d'Athènes. Mais quelques mois plus tard, en septembre 1941, il formait le Front National de la Résistance (E.A.M.) et un an plus tard l'organisation militaire (E.L.A.S.) où étaient embrigadés les résistants grecs sous le contrôle et la direction communiste.

En fait, les communistes entendaient se servir de l'E.L.A.S. moins pour vaincre les Allemands que pour faire triompher le communisme en Grèce après leur départ. Ainsi des communistes connus comme Tyrimos et Manolas ont eu des contacts avec les Allemands ; d'autres, comme Kalokidis, Stergiou et Kopamos avec les Italiens. L'E.L.A.S. collabora avec les Allemands contre le général Zervas (communiqué allié du 26-10-1943) puis avec les Italiens. Les groupes nationalistes de la résistance et leurs officiers furent fréquemment trahis et livrés aux Allemands ou assassinés. Le but était clair : « Ne tolérer aucune organisation nationaliste capable de barrer la route au communisme après le départ des Allemands » (déclaration de M. Vlaches, directeur du journal *Kathimerini* (Epoque 23-4-47). Le colonel Woodhouse, chef de la mission militaire interalliée auprès des guérillas grecques a pu faire les mêmes constatations. Selon lui, « l'E.A.M. et l'E.L.A.S. en concevaient pas la guerre comme une guerre nationale, mais comme une lutte de deux idéologies, l'une représentant le progrès, l'autre la réaction. Le but de l'E.L.A.S. n'était pas tant de vaincre l'Allemagne que de faire triompher le communisme. » (New-Leader, 23-4-49).

C'est dans cette perspective que se situe l'insurrection de décembre 1944. E. Zachariades (1) n'hésite plus à avouer :

« Il fallait se préparer avec énergie et résolution à combattre l'impérialisme britannique. »

Mais l'insurrection pour la prise du pouvoir échoua et les massacres commis par les communistes (50.000 victimes) provoquèrent le revirement d'opinion qui aboutit au rétablissement de la monarchie.

Depuis près de cinq ans, les partisans mènent une lutte de guérillas épuisante (interrompue un moment après les accords de Varkiza en 45) avec l'aide des pays du glacis soviétique, contre les troupes régulières grecques.

* * *

Mais depuis quelque temps, des symptômes très nets se manifestent, concernant une crise interne chez les rebelles et un changement de la ligne politique du parti communiste grec. Le général Markos, commandant des troupes démocratiques, a été limogé et remplacé par Zachariades. Les dirigeants de l'organisation clandestine d'Athènes ont été éliminés.

Le gouvernement provisoire de la Grèce libre a été modifié et élargi par l'introduction de membres du parti agraire (filiale du Parti Communiste), du Front Populaire pour la libération des slaves macédoniens (N.O.F.), de la C.G.T. grecque et de l'Union des coopératives agricoles. Enfin, un Conseil supérieur de la guerre a été constitué.

Quel est le sens de cette crise interne du Parti Communiste grec, quels sont les mobiles d'un tel changement ?

Il semble certain que des divergences d'ordre militaire ont existé entre Markos et la direction du Parti. La création d'un Conseil supérieur de la guerre pour coordonner les opérations de l'armée démocratique indique clairement que l'on

n'était pas satisfait du commandement de Markos. D'autre part les critiques de Zachariades dans l'article déjà cité, sur la conduite des opérations par les forces de l'E.L.A.S. sont une preuve supplémentaire de ce désaccord.

Mais ce n'est là qu'un aspect mineur de la crise actuelle. Les raisons plus profondes sont d'ordre politique.

A n'en pas douter, il s'agit là d'une intervention directe du Kominform.

Depuis longtemps, Moscou est décidé à instaurer une Macédoine autonome formée par l'amputation des territoires macédoniens de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Grèce. Dimitrov avait révélé au Congrès de Sofia que dès septembre 1944 un accord avait été réalisé concernant une fédération balkanique du Sud, ce qui explique l'ingérence des pays satellites dans la rébellion grecque. Mais des rivalités entre Tito et Dimitrov sur la conception de cette Macédoine (chacun l'envisageant comme un moyen propre d'expansion) empêchèrent toute réalisation du projet.

La disgrâce de Tito remplit d'espoir Dimitrov qui y vit l'occasion de créer la Macédoine dont il rêvait, au détriment de la Yougoslavie. De leur côté, les Soviétiques voient dans la réalisation de cette Macédoine soviétisée le moyen d'abattre le maréchal yougoslave. L'hypothèse d'un conflit armé semblant exclue, la chute de Tito ne peut être amenée que par un étranglement total de la Yougoslavie et par l'organisation de troubles internes. Pour cela une liaison plus serrée entre la Bulgarie et l'Albanie est nécessaire et une Macédoine solidaire du Kominform serait donc très utile.

Selon les renseignements fournis par M. Rentis, ministre de l'ordre hellénique, l'interrogatoire de nombreux prisonniers rebelles aurait révélé que le Kominform avait l'intention d'utiliser les partisans de Zachariades, qui comprennent les forces macédoniennes libres (N.O.F.) dans la lutte contre Tito. Leur mission, conjointe avec celle de bandes bulgares, serait de soulever les populations slaves de la région frontrière qui sont plus favorables à la Bulgarie qu'à Tito.

Un tel programme exige évidemment l'abandon de la lutte grecque. Mais Markos n'était pas homme à sacrifier la Grèce pour une opération de ce genre. Il fallait des militants plus soucieux des intérêts du Kominform que de ceux de leur pays. C'est pourquoi des limogeages et des remaniements sont intervenus dans le clan des rebelles grecs. Avec Zachariades, le Kominform a tout à fait l'homme qui lui faut. Ayant fait son éducation marxiste en Russie dès l'âge de 17 ans, secrétaire du Parti Communiste grec depuis 1935, il a toujours été docile aux consignes venues de l'U.R.S.S. Il était encore tout récemment à Moscou au moment où se préparait le remaniement grec.

Ainsi s'explique qu'une des premières mesures du Parti communiste grec réorganisé fut de reconnaître les revendications slaves sur la Macédoine grecque. Ainsi s'explique également l'introduction dans le gouvernement de la Grèce libre du Front Populaire pour la libération des Slaves macédoniens. Ainsi s'expliquent enfin les démarches pressantes faites auprès de M. Evatt par M. Porhyrogénis au nom du gouvernement de la Grèce libre pour la cessation des hostilités et les démarches soviétiques dans le même sens auprès des Anglo-Américains.

En insistant pour la paix en Grèce, la Russie prépare sa lutte intensifiée contre Tito.

Moscou espère au surplus qu'à la faveur de la paix en Grèce, les communistes pourront s'infiltrer assez largement dans les rouages de la vie

(1) Op. cité.

politique pour obtenir la cession de la Macédoine et de Salonique. Dans cette éventualité ils ont déjà préparé le terrain pour un compromis ou pour une polémique possible par le truchement de Chypre. Jusqu'à présent, le parti communiste cypriot avait toujours réclamé l'autonomie de l'île. Or soudain, en mars 1949, il vient de se faire le champion du rattachement à la Grèce. La concordance de ce fait avec la résolution de séparer la Macédoine grecque est flagrante et l'on voit assez bien la manœuvre à laquelle les communistes peuvent habilement se livrer pour réclamer l'autonomie macédonienne.

De toutes façons, une chose est claire : l'objectif primordial pour la Russie est de lutter contre Tito. Moscou considère la question yougoslave comme la plus importante de toutes les questions balkaniques, ainsi qu'en témoigne encore la dernière réunion du Kominform de juin 1949 en Pologne. Sa volonté de liquider le conflit grec s'inscrit dans sa stratégie de lutte contre Tito.

Ainsi sont sacrifiées les questions nationales au seul profit des plans de l'U.R.S.S., en Grèce comme dans tout le glacis ainsi qu'en témoignent les épurations généralisées pour « nationalisme ».

Le travail forcé en U.R.S.S

Madame Buber-Neumann, qui fit une déposition remarquée au procès Kravchenko était la femme de Heinz Neumann, l'un des leaders du Parti Communiste allemand. Elle arriva avec son mari à Moscou après le triomphe du national-socialisme en Allemagne. Mais bientôt Neumann fut arrêté par la N.K.V.D. et aucune nouvelle n'est parvenue depuis sur son sort. Peu après, Mme Neumann elle-même était arrêtée et déportée. Puis en 1940, au temps de la collaboration germano-russe elle fut livrée à la Gestapo qui l'interna à Ravensbrück. Sous le titre : « *Déportée en Sibérie* » (1) elle vient de publier récemment ses souvenirs sur les camps soviétiques. C'est un livre précieux qui apporte sur les conditions de vie dans les bagnes sibériens un témoignage émouvant dont l'authenticité est indiscutable.

En même temps vient de paraître un ouvrage d'ensemble très documenté sur le problème du travail forcé en U.R.S.S. (2) dû pour la plus grande part à deux socialistes russes émigrés aux États-Unis : David J. Dallin et Boris I. Nicolaevsky. Cet ouvrage capital fait le point sur cette question encore mal connue et donne sur la réalité soviétique des renseignements inédits en France.

Le cheminement de la vérité

Il peut sembler surprenant que la vérité ait mis si longtemps à apparaître sur un phénomène aussi important que celui des camps de concentration soviétiques. C'est que le gouvernement de Moscou se montre extrêmement prudent en la matière. Aucune statistique officielle ne mentionne le nombre des détenus. Même les chiffres fournis pour les statistiques démographiques ne sont pas publiés par région, ce qui fournirait des indices précis sur l'augmentation de la population dans les contrées qui ne sont peuplées que de prisonniers. Et si les autorités soviétiques ne nient pas l'existence des camps de travail forcé, elles affirment sans preuve que les conditions y sont excellentes et elles restent muettes sur leurs effets. Comme aucun journaliste n'est autorisé à les visiter, les seuls renseignements précis pour une enquête ne pouvaient parvenir que des rescapés de ces camps, après leur libération. Mais, contraints au silence sous peine de représailles et dans l'impossibilité où ils étaient de quitter le territoire de l'Union Soviétique, ces libérés n'avaient pu parler. Ainsi était conservé le secret et cachée la vérité.

(1) « *Déportée en Sibérie* » par Margaret Buber-Neumann (Edit. du Seuil).

(2) « *Le travail forcé en U.R.S.S.* » par Dallin et Nicolaevski (Edit. Somogy).

Mais la guerre a bouleversé le mécanisme de ce secret. Les Polonais prisonniers des Russes en 1939 ont été internés dans les camps sibériens ; ils ont connu la vie du pénitencier soviétique ; beaucoup y sont morts, mais d'autres ont été libérés au moment de la formation de l'armée polonaise en U.R.S.S. ; ceux-ci ont pu dire depuis ce qu'ils savaient. D'autres, comme Mme Buber-Neumann et les Allemands qui se sont trouvés dans la même situation, sont sortis des camps allemands et ont parlé. Enfin, des Russes même — et en grand nombre — n'ont pas voulu revoir le régime soviétique au moment où l'Armée Rouge réoccupait les territoires envahis. Ils ont émigré et ont pu dévoiler en toute liberté ce qu'ils savaient des bagnes de l'U.R.S.S.

C'est pourquoi, aujourd'hui seulement, des milliers de témoignages ont pu être rassemblés, qui ont permis l'étude d'ensemble de Dallin et Nicolaevski sur le travail forcé en Union Soviétique.

Le régime des camps

Plus de cent régions pénitentiaires ont été dénombrées en U.R.S.S., surtout dans le Nord et l'Est. Chacune de ces régions comporte un agglomérat de camps répartis en différents secteurs. Le chiffre des détenus est évidemment impossible à préciser.

Mais selon des évaluations honnêtes, on peut le chiffrer sans risque de grande erreur à 10 millions environ. La plupart sont des hommes, les femmes ne représentant guère que 10 à 15 % de l'effectif total. Mais dans la majorité des cas, hommes et femmes vivent dans les mêmes camps et se côtoient journellement. Toutes les catégories de prisonniers sont également mêlées, les délinquants de droit commun, les prostituées, les prisonniers politiques. Les criminels voisinent avec les paysans rebelles à la collectivisation, les fonctionnaires punis pour insuffisance, les ouvriers coupables de retards ou d'absences, les intellectuels, les membres du Parti qui ne sont plus dans la ligne etc...

Tous les détenus sont astreints au travail selon leurs conditions physiques ou selon les intrigues internes qui décident de l'affectation. A l'exception des travaux de bureau et de quelques fonctions auxiliaires, le travail est en général pénible. Des « normes » rigoureuses sont assignées à chaque travailleur. De la quantité de travail fournie dépend la ration alimentaire accordée. Tous jours insuffisante, cette ration peut atteindre 1.000 grammes de pain quotidien et deux soupes claires pour les travaux et dans les climats exceptionnellement durs. Mais pendant la guerre, les rations furent considérablement réduites et beaucoup de détenus périrent de faim.

Les conditions d'habitation sont précaires. Les prisonniers vivent dans des baraquements de bois (quelquefois dans des tentes) et couchent sur des bat-flanc, ils sont mal habillés, mal chaussés et doivent défendre leurs pauvres hardes contre les vols fréquents des « droits communs ». Même dans les régions du grand Nord où le froid atteint parfois 92 ou 93° (fahrenheit) les conditions de chauffage sont rudimentaires.

Beaucoup de prisonniers sont morts de froid, de faim, de fatigue et de maladie.

Le développement de l'esclavage

On peut s'étonner que le régime communiste qui semblait si préoccupé de mesures humanitaires dès ses premiers jours, ait évolué vers une forme généralisée de travail forcé, ravalant l'homme à la condition d'un esclave mal soigné. On prétendait du temps de Lénine, que la nature de l'homme est essentiellement honnête et que seuls la société et le milieu peuvent le pervertir. Les révolutionnaires de 1917 s'imaginaient que la seule existence d'un régime « socialiste » devait transformer l'humanité. Les prisons furent supprimées et remplacées par des lieux de rééducation et de travail où le délinquant devait se purifier. La notion même de châtiment fut exclue du Code pénal soviétique.

Et pourtant, aujourd'hui, la Russie Soviétique entretient une armée d'esclaves telle que jamais, n'en connut l'humanité. Comment une telle transformation a-t-elle pu s'opérer ?

Sans doute les idées « généreuses » des promoteurs du régime étaient-elles des chimères. Et l'expérience a prouvé que, loin de diminuer, le nombre de délinquants ne fit que s'accroître. Mais d'autres facteurs plus importants expliquent la naissance du vaste pénitencier soviétique.

Le changement violent du régime russe, les mesures radicales telles que la collectivisation furent très impopulaires et provoquèrent un grand nombre de mécontents et d'opposants que le pouvoir séquestra. La volonté de Staline de régner seul l'amena en outre à éliminer de nombreux membres du parti, parmi ses anciens camarades. Plus la dictature s'affermissait, plus gonflait le nombre des opposants et plus rigoureuse devenait la répression. Ainsi, par un processus qui n'est pas nouveau, le pouvoir fabriquait lui-même, par son intransigeance et ses outrances, une opposition grandissante qu'il envoyait en déportation.

Une autre raison plus décisive encore accéléra la généralisation du travail forcé. Le régime soviétique, victime de son propre système avait besoin d'une main-d'œuvre serve pour l'accomplissement de ses desseins économiques. Il est tout à fait significatif de constater que le développement des camps de travail coïncide exacte-

ment avec la mise en vigueur des plans quinquennaux, en 1928.

Afin d'atteindre ses objectifs économiques, le gouvernement avait besoin d'importer des machines et de l'outillage sans lesquels l'industrialisation eût été irréalisable. Sans devises pour payer à l'étranger, il devait exporter en contrepartie. Un programme d'exportation de bois particulièrement ambitieux amena le gouvernement à contraindre les Russes à travailler dans les industries du bois, dans les régions inhospitalières du Nord où la main-d'œuvre libre était notablement insuffisante et les salaires dérisoires. Près de deux millions de travailleurs, choisis parmi les kolkhoziens douteux et parmi les prisonniers, y furent envoyés de force. Peu à peu se généralisa le système, surtout dans les contrées désertiques où le climat est rude et qui n'avaient aucune chance d'attirer une main-d'œuvre volontaire, mais qui révélaient pourtant des richesses insoupçonnées, comme à la Kolyma par exemple, dans le grand Nord sibérien, une des terres les plus riches peut-être du globe en minéraux précieux et autres.

Ainsi l'esclavage en grand s'est organisé en U.R.S.S. Conséquence inéluctable du régime soviétique, logique implacable d'un système victime de ses statistiques, dévoré par le besoin d'améliorer ses « normes » de production et pré-occupé exclusivement par ses objectifs quinquennaux.

La logique du régime

Comment dans ce monde diabolique où la statistique a étouffé l'homme et où prédomine le souci de production, n'a-t-on pas mieux pris conscience que le rendement est bien faible avec une main-d'œuvre servile, mal soignée, mal logée et mal nourrie ? On évalue à moins de 40 % du rendement normal le travail fourni dans les camps. Des hommes soucieux d'efficacité comme sont les Soviétiques ne devraient-ils pas, à défaut de considérations humanitaires que leur logique semble exclure, améliorer la vie de leurs prisonniers, ne fut-ce que pour accroître leur productivité ? Au moins ces modernes esclaves retenus au travail forcé auraient-ils une existence physique supportable, comme les esclaves antiques.

Mais non. Il semble que, conscients de l'immense réservoir humain où ils peuvent puiser, et semblables à des Titans aveugles et maladroits qui gaspillent leur énergie, les maîtres du Kremlin se soucient bien peu que mille vies humaines soient sacrifiées régulièrement aux mines d'or de la Kolyma pour chaque tonne de précieux métal qui vient s'entasser dans les caves de la Banque de Moscou.

Ainsi le nouvel esclavagisme institué en U.R.S.S. paraît être une caractéristique propre du régime. Le bolchévisme porte en soi, l'inéluctable nécessité du travail forcé, inhumainement utilisé.

Les communistes en A.O.F.

Les communistes n'avaient pas réussi à pénétrer en A.O.F. avant 1939, ni parmi les colons, ni parmi les indigènes. En 1945, encore, il n'existait dans ces régions qu'une seule organisation politique de gauche, la fédération socialiste du Sénégal. Quant aux Russes ils ne disposaient en Afrique que de quatre points d'appui diplomatiques : les légations soviétiques au Caire, à Pretoria, à Addis Abéba et le Consulat Général à Alger. Ils n'avaient, — et n'ont toujours — aucun représentant direct dans ce coin du monde

qui demeura ainsi longtemps doublement protégé de la contamination bolcheviste.

La guerre a changé tout cela. Les difficultés économiques nées du blocus, le conflit des vichyssois et des gaullistes, la propagande anticolonialiste des Etats-Unis et leur influence commerciale, la politique qui a conduit l'empire français à l'union française, tout cela a provoqué une série de bouleversements politiques, idéologiques et sociaux et offert au bolchévisme un magnifique bouillon de culture, dont les élections d'oc-

tobre 1945 à l'Assemblée Constituante, les premières auxquelles des indigènes aient pris part, révélèrent les virtualités. Les communistes allaient en profiter.

En octobre 1946 se réunit à Bamako (Soudan) à l'appel de Gabriel d'Arbousier un congrès d'où sortit un nouveau mouvement, le *Rassemblement Démocratique Africain* (R.D.A.) véritable filiale du parti communiste français, et comme lui fidèle à la politique décidée à Moscou.

Les forces réelles du R.D.A. sont mal connues. Il a réussi à faire élire successivement 11 députés à l'Assemblée Nationale, 7 conseillers de la République et 5 conseillers de l'Union Française, mais cela ne saurait suffire à prouver une influence profonde.

Il rayonne théoriquement sur toute l'Afrique française noire, du Sénégal au Congo. En août 1948, son secrétaire général d'Arbousier déclarait que le R.D.A. n'était pas loin de compter 600.000 adhérents et des millions de sympathisants. Six mois plus tard, c'est à un million que se serait élevé le nombre des adhérents. Au second congrès qui se tint à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 21 décembre 1948 au 6 janvier 1949 — et où Waldeck Rochet représentait le P.C.F. — des congressistes seraient venus par centaines de toutes les régions de l'A.O.F. Deux cent dix ont suivi pendant dix jours les cours d'une école de cadres.

Mais ce sont là des affirmations exagérées pour les besoins de la propagande. En fait, les adhésions sont beaucoup moins nombreuses et les effectifs n'ont quelle importance que sur la Côte d'Ivoire — dont le président du R.D.A. Houphouët Boigny, est député — et au Sénégal, dans les environs de Dakar, où se tint voici deux ans, sous la présidence d'André Tollet, un congrès syndical.

C'est d'ailleurs dans ces deux régions que se sont

déroulés, sous l'impulsion du R.D.A. des mouvements de masse qui n'ont pas été sans inspirer quelque inquiétude aux autorités françaises. Telle fut l'émeute qui désola Treichville, le faubourg d'Abidjan, au mois de février 1949 et qui se solda par deux morts et d'importantes destructions.

Le programme du R.D.A. s'en tient à l'anticolonialisme traditionnel. En fait, il n'est qu'un instrument entre les mains du P.C.F. Son vice-président Doudou Gueye le déclarait d'ailleurs dans un article publié par *Démocratie Nouvelle*, la revue que dirige Jacques Duclos : « *Le R.D.A. n'est pas seulement un mouvement politique africain. Il apparaît nettement aujourd'hui comme un grand mouvement anticolonialiste. Le R.D.A. conscient de cette nécessité politique fondamentale, a traduit dans les faits cette interdépendance des forces démocratiques à travers le monde en apparentant ses élus au groupe communiste dans les différentes assemblées. Cet apparentement dépasse désormais une simple tactique parlementaire.* »

En vérité, cet apparentement ne trompe plus personne : il est une appartenance qui n'ose pas dire son nom.

On ne saurait s'étonner de l'intérêt que les communistes portent ainsi depuis plusieurs années au continent noir. La dernière guerre a montré l'importance militaire de l'Afrique aussi bien du point de vue économique que du point de vue stratégique. Et c'est l'Afrique qui a servi aux troupes anglo-américaines pour la conquête de l'Europe. La ligne de sécurité des U.S.A. passe par Casablanca et Dakar. Le R.D.A., instrument de la diplomatie soviétique en Afrique, a donc son rôle à jouer dans la guerre froide, et c'est ce qui explique les soins que les communistes apportent à sa propagande et à son action.

DOCUMENTS

Le "rideau de fer"

par un officier garde-frontière du M.V.D.

En 1935, le gouvernement soviétique décréta la formation de régiments spéciaux du N.K.V.D. Ces régiments chargés exclusivement de la garde des frontières reçurent des statuts particuliers et secrets, en même temps que tout pouvoir pour mener à bien leur mission.

Des jeunes gens de 18 à 20 ans furent triés sur le volet, choisis exclusivement parmi d'anciens Komsomols, et envoyés dans des écoles spécialement créées par le N.K.V.D. Seuls étaient admis les jeunes gens d'extraction « purement prolétarienne ». Les avantages étaient nombreux, la solde extraordinairement bonne, l'uniforme de coupe élégante et d'excellent drap, aussi les volontaires ne manquèrent-ils pas. Les unités ainsi créées formèrent une élite à part possédant ses clubs, ses cinémas, ses maisons de repos et ses centres de récréation.

L'auteur du récit qui suit fut de ces jeunes gens.

Fanatisé par la propagande soviétique, il crut longtemps que l'Union Soviétique était le paradis sur la terre, jusqu'au jour où les circonstances aidant il put comparer les conditions de vie des pays bourgeois avec celles de ce « paradis ». Il est maintenant en sécurité de ce côté-ci du « rideau de fer ». Son récit a été publié par le *LITHUANIAN BULLETIN* de mars-avril 1948.

Composition des régiments garde-frontières

« *J'étais à l'âge de 20 ans promu lieutenant dans les unités garde-frontières du N.K.V.D. Notre régiment était divisé en 3 bataillons, chaque bataillon en 4 compagnies de 150 hommes environ. Chaque compagnie comptait une douzaine de pelotons de 12 hommes.*

En général les règlements sont les mêmes que dans les unités de l'armée régulière, cependant il existe certaines différences, par exemple, les officiers ont des ordres spéciaux qu'ils sont seuls à connaître, d'autre part les officiers du « Spetsotdiel » (département spécial) dont nous parlerons plus loin, ont le droit, pour les besoins du service,

RÉSERVÉ

AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION
CE BULLETIN N'EST PAS VENDU

de revêtir l'uniforme de leur choix, avec les insignes du rang qui leur convient le mieux. Au demeurant les officiers du N.K.V.D. ont dans l'armée régulière un rang supérieur à celui qu'ils ont dans leurs unités, ainsi un lieutenant du N.K.V.D. a rang de major dans l'armée rouge.

Les chiens au service du N.K.V.D.

Peu de gens en dehors de l'U.R.S.S. connaissent l'importance des chiens dans les différents corps du N.K.V.D. Ces chiens, des bergers allemands, furent importés en masse avant la guerre et devinrent rapidement les « piliers du régime », si j'ose ainsi m'exprimer. Ces chiens sont dressés et entraînés dans des camps près de Moscou, de Leningrad, de Kiev, de Rostov, etc. Ils sont employés dans les camps de concentration, ils ont « combattu » au front contre les Allemands, mais c'est à la garde des frontières qu'ils ont particulièrement montré ce dont ils étaient capables.

Chaque garde-frontière reçoit un chien, comme les cavaliers reçoivent un cheval, et gare à l'homme qui soignerait mal ou négligerait son chien ! Ces chiens font en réalité tout le travail de garde-frontière tellement ils sont bien dressés. Chaque homme et chaque chien reçoit un logement, l'homme une chambre, le chien une niche pour lui tout seul. L'homme et la bête touchent des rations considérées comme miraculeuses par le reste de la population. Le chien reçoit chaque jour : 600 grs de viande fraîche, du pain blanc — ce qui est un luxe en U.R.S.S. — du chocolat et du sucre comme dessert.

Première « Zone de mort »

Les frontières soviétiques sont gardées par plusieurs « cordons » de troupes. Le premier se trouve à 700-1.000 mètres de la frontière. Les soldats sont protégés par des barbelés et des « chicanes ». Un peu plus loin se trouve le cordon de chiens : les chiens sont couchés immobiles à des postes d'observation bien camouflés, où ils restent deux, trois ou quatre heures jusqu'à ce que d'autres chiens, viennent les relever. Derrière ce cordon de chiens se place le second cordon de sentinelles accompagnées de chiens. En plus de ces trois cordons de surveillance, il y a dans la « zone » des postes secrets occupés par des troupes sélectionnées sous le commandement direct des chefs d'unités. Ce sont les « groupes indépendants de combat ». Ils sont relevés tous les 5 ou 6 jours par d'autres « groupes indépendants ». Pour tromper l'« ennemi » des patrouilles parcourent ouvertement et régulièrement la « zone ». A l'arrière de cette première « zone » sont stationnées des unités du N.K.V.D. — tanks, cavalerie, avions de reconnaissance, etc. — En cas d'alerte ces unités viennent immédiatement à la rescousse du point menacé.

Les chiens en action

Les « performances » de ces chiens spécialement dressés sont incroyables et il faut les avoir vus à l'œuvre pour comprendre ce dont ils sont capables. Aucun homme à mon avis ne peut survivre à une rencontre avec eux.

La sentinelle-chien couchée à son poste de surveillance laisse invariablement passer la victime qui s'est hasardée dans le secteur, puis celle-ci étant déjà à une certaine distance, le chien se met à la suivre en se rapprochant imperceptiblement sur la droite. Quand il juge enfin que l'endroit est favorable, que l'individu ne porte pas d'arme, le chien attaque brusquement sa victime et

la renverse sur le sol. Puis il émet un hurlement modulé. A ce signal les gardes détachent quelques chiens qui se précipitent à l'aide de leur camarade et les soldats n'ont plus qu'à suivre et cueillir la victime, vivante si elle est restée tranquille, morte la gorge broyée si elle s'est avisée d'opposer une résistance quelconque.

Les chiens sont tellement bien dressés que si l'une des sentinelles-chiens entend le hurlement modulé de l'un de ses congénaires, elle abandonne son poste et se précipite à son aide. J'ai connu des chiens qui lors de mon passage à la frontière lithuano-russe ramenaient chaque semaine leurs deux, trois ou même quatre prisonniers ! Durant tout le temps que j'ai servi au N.K.V.D., je n'ai pas entendu parler une seule fois d'hommes ayant pu s'échapper après avoir rencontré un de nos chiens. Le flair de ces bêtes est extraordinaire, la plupart du temps elles sentent le danger bien avant qu'il ne se produise. C'est ce qui arriva en 1941 au mois de juin. Les chiens sentirent l'attaque allemande bien avant qu'elle ne soit effectivement déclenchée.

Interrogatoire des « fuyards » arrêtés

L'homme surpris à passer illégalement la frontière est immédiatement amené par les gardes à leur officier qui l'expédie à l'arrière au « Spets-Otdiel » du N.K.V.D. L'interrogatoire du fuyard est extrêmement sévère et commence invariablement par une séance de « tannage » de la plante des pieds à coups de matraques en caoutchouc. Comme de toute façon il sait qu'il sera condamné à mort il arrive parfois qu'il s'entête à ne pas parler. C'est alors que l'officier met en pratique toute la science qui lui a été inculquée à l'école du N.K.V.D. Le matériel dont il dispose est en outre particulièrement perfectionné et même raffiné : « brodequins », « sièges à clous », « bracelets à vis », « douche chaude et froide », « cabine à confession » (cabine exigüe où l'homme peut tout juste tenir debout et qui de tous côtés est hérissée de pointes), etc., etc... Tous ces raffinements ne sont pas employés au hasard. Ils ont été étudiés dans les laboratoires du N.K.V.D. à Moscou, et les officiers « interrogateurs » ont suivi des cours sur les méthodes à appliquer avec le maximum de chances de succès dans le plus court laps de temps (que de criminels de guerre en perspective !). Evidemment toutes ces choses paraîtront incroyables en Occident, seuls ceux qui sont passés par les « mains » du N.K.V.D. pourraient raconter ce qu'ils ont subi... ils ne parlent malheureusement plus. Mais que ceux qui ne me croient pas tentent leur chance et essaient de passer le « rideau de fer »...

Seconde « Zone »

Derrière la « zone de mort » strictement interdite à qui que ce soit, s'étend une seconde zone de 3 kms environ dans laquelle il est interdit de circuler sans un laissez-passer spécial délivré par le N.K.V.D., aucun civil cependant n'est admis dans cette zone.

Puis vient enfin la troisième zone sur le territoire de laquelle peuvent, avec permission spéciale du N.K.V.D., résider quelques civils sûrs, c'est-à-dire membres du parti communiste.

A 10 km de la frontière commence une 4^e zone dans laquelle les civils peuvent entrer mais seulement après en avoir obtenu l'autorisation de la police.

Et enfin vient le territoire libre de la plus libre des démocraties à condition bien entendu d'avoir un passeport en règle, un livret de travail, un livret personnel, ... mais ceci est une autre histoire. »

Les camps de concentration soviétiques en Allemagne

Le périodique américain *PLAIN TALK* (n° d'avril 1949) a publié sur cette grave question un article très documenté, dû à M. Gueuter Reinhardt. Nous en donnons l'essentiel :

« Près de 250.000 personnes ont disparu en Allemagne depuis le VE DAY. Tout ce que l'on sait de ces gens est qu'ils ont été arrêtés et déportés dans les anciens camps réaménagés par les Russes. Plus de 100.000 de ces disparus sont morts, les autres sont dans les camps de concentration.

Le seul crime de ces victimes des Soviétiques est d'avoir déplu au M.V.D ou au P.C. allemand. Tous les faits que nous rapporterons ici et aussi incroyables qu'ils puissent paraître, ont été contrôlés, sont prouvés et indéniables. Leur découverte et le résultat d'une longue et patiente recherche, ainsi que d'une enquête menée par les autorités britanniques et américaines en Allemagne. La plupart des chiffres que nous citerons ont été pris dans des rapports officiels élaborés par les fonctionnaires soviétiques dirigeant les camps. Les apologistes des Soviétiques ne pourront jamais réfuter nos preuves, leur seul espoir est que ces preuves ne tombent pas sous les yeux des juges impartiaux du monde entier.

La propagande soviétique fit récemment grand bruit autour de la soit-disant abolition des camps de concentration dans la zone d'occupation russe. Or les seuls facteurs de diminution des effectifs de ces « enfers sur terre » n'ont été jusqu'à présent que les décès et les transferts en Russie Soviétique.

Il y a actuellement dans les camps construits par les nazis et remis en activité par les Russes près de 81.000 internés hommes et femmes. La plupart de ces gens sont arrêtés depuis 1945 et n'ont pu jusqu'à présent communiquer avec leurs familles.

Alors que les camps de Hohenschoenhausen et de Torgau ont été officiellement abolis en 1946, il n'empêche que la plupart des installations de ces camps continuent à fonctionner pour les prisonniers dits « politiques ». Les chiffres que nous donnons ci-dessous pour le camp de Sachsenhausen s'appliquent à la zone dite « Zone 1 ». 2.000 prisonniers sont passés par la « Zone 2 » et le nombre total des morts pour les deux zones atteint au minimum le chiffre de 26.000. Officiellement 4.200 personnes ont été libérées de Sachsenhausen mais une enquête a démontré qu'en réalité 2.800 personnes seulement ont été relâchées.

Camps	Nombre total des pers. passées par le camp	Nombre de morts	Déportés en U.R.S.S.	État actuel
Buchenwald	25.000	15.500	1.000	8.000 condamnés. 3.000 internés
Sachsenhausen	23.000	13.000	5.000	7.500 condamnés 2.500 internés
Bautzen	30.000	10.000	3.800	6.000 condamnés 3.000 internés
Torgau	12.000	5.000	3.000	7.000 condamnés 4.000 internés
Neubrandenburg	20.000	9.000	1.000	dissous
Muehlberg	15.000	8.500	.700	dissous
Hohenschoenhausen	5.000	1.500	500	500 internés
Jamlitz	9.000	5.500	1.600	dissous 1947
Landsberg	7.000	3.000	dissous 1947
Weesow	5.000	.800	dissous 1945
Petits camps	30.000	18.000	3.000	dissous 1945-48
Prisons	50.000	12.000	36.000	40.000
	231.000	101.800	55.600	81.500

Méthodes d'interrogatoire et punitions

Heinrich Lellek de Berlin, ayant été arrêté et ayant refusé de « confesser » ses crimes, fut battu, eut deux côtes brisées puis fut enfermé durant vingt jours dans une cellule, ficelé sur une chaise et soumis à « la goutte d'eau sur le crâne ».

Refusant toujours d'admettre ses crimes il fut confronté avec sa femme qui subit au préalable le même supplice de « la goutte d'eau » et en devint folle. La confrontation n'ayant rien donné, l'« interrogatoire » de Lellek reprit : l'officier instructeur le jetta à terre et lentement lui

replia le talon jusqu'à lui faire toucher la nuque... le sternum de Lellek se brisa et il « admit » être un agent des U.S.A. Dans les camps le « Karser » est la punition la plus employée. Le « Karser » est un cachot où le « puni » ne reçoit que très peu de nourriture tous les deux jours.

L'amiral Nerger fut puni de « Karser » pour avoir été surpris à raconter ses exploits de la guerre 1914-18 à ses co-détenus. Il mourut au cachot.

H. Zerlett fut trouvé en possession d'un crayon, et puni de « Karser », il n'en revint pas.

Hans von Kapp fut trouvé possesseur d'un jeu de cartes. Il ne survécut pas aux vingt jours de « Karser ».

L'ingénieur Renesse ayant tenté de faire sortir une lettre du camp, fut envoyé au « Karser », il n'en revint pas.

Responsabilité du M. V. D.

Voici ce que des recoupements sévères ont permis d'établir quant à l'activité dans les camps des officiers du M.D.V. :

A Hohenschoenhausen le capitaine Kumpan et le lieutenant Dejun sont responsables de la mort de 5.000 internés.

Au camp de Jamlitz, le lieutenant Schaliapine envoya 7.000 personnes à la mort.

A Buchenwald le lieutenant Antonov a sur la conscience la mort de 9.000 personnes.

A Sachsenhausen le lieutenant-colonel Kostru-

chin et le lieutenant Andreiev décimèrent littéralement la population du camp.

A Mulhberg l'officier du M.D.V., Pofuntikov causa la mort de 4.000 personnes.

Etc..., etc.

Situation actuelle

100.000 hommes ou femmes, environ, sont internés actuellement dans les anciens camps nazis.

Dans chaque maison en zone soviétique une famille sur sept compte au moins une personne arrêtée par les Russes depuis 1945.

Nous pouvons dire sans être taxés d'exagération qu'en zone soviétique règne actuellement un régime de terreur auquel le régime nazi lui-même ne peut être comparé. »

LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

POLOGNE

Le nouveau code de la famille

En juillet 1948, il a été créé une Commission permanente polono-tchécoslovaque de collaboration juridique. Une de ses sections, celle du droit civil, a élaboré le projet du code familial et conjugal.

Ce projet vient d'être l'objet d'une conférence de presse ouverte et présidée par M. Henri Swiatkowski, ministre de la Justice polonaise.

Le journal la *RZCEZPOSPOLITA* du 8 juin qui en fait le compte-rendu, mentionne : « Le ministre a souligné que le fait qu'un projet juridique soit exactement le même pour deux Etats est absolement sans précédent. Ce projet prend pour exemple la législation socialiste de l'U.R.S.S. et se base sur les expériences des tribunaux polonais et tchécoslovaques ».

Un autre orateur, un haut fonctionnaire du Ministère de la Justice, a mis en relief le principe essentiel de la nouvelle législation, à savoir : « la ressemblance des transformations économiques-sociales survenues dans les deux pays s'acheminant vers le socialisme a conduit nécessairement à la normalisation juridique commune de différentes questions relevant du droit civil. »

Le même orateur a mentionné que la nouvelle loi familiale correspond aux quatre décrets qui viennent d'entrer en vigueur en Pologne populaire, relatifs au droit matrimonial, au droit des conjoints aux biens, au droit familial et au droit de tutelle.

Examinons quelques traits particuliers du nouveau code :

1°) *Le divorce*. Le journal énonce :

« Le principe essentiel stipule que le mariage n'est pas comme dans les pays capitalistes, un contrat sui generis, mais une institution sociale ; et c'est là que consiste la supériorité de la conception démocratique du mariage. D'où il s'ensuit qu'il ne peut être dissous exclusivement par la volonté des deux conjoints. Dans un état démocratique-populaire, la famille est basée sur le principe de l'indissolubilité de l'union conjugale. Aussi, elle ne peut être dissoute que pour des raisons importantes et sous le contrôle du Tribunal. »

2°) *Nom de la femme et des enfants*. Le nouveau code :

« Permet à la femme de garder son nom de famille et même autorise le mari à prendre celui de sa femme. Les enfants issus du mariage peuvent porter, au choix des parents, soit le nom du père, soit celui de la mère. »

L'importance que les juristes polonais attachent à ces détails peut sembler puérile à quiconque ignore les tendances émancipatrices des femmes polonaises. Les gouvernants de la Pologne qui exigent du personnel féminin le même rendement et le même effort, dans l'émulation qu'ils réclament aux hommes en tiennent compte dans leur code.

On peut remarquer au passage, conformément aux habitudes prises en Europe soviétisée, que les mœurs occidentales sont systématiquement présentées sous un faux jour. Le mariage y est aussi une institution sociale.

L'unification du mouvement paysan

Après l'unité du mouvement ouvrier, effectuée en décembre dernier, l'unification des partis paysans vient d'être décidée par le Conseil suprême du Parti Paysan.

Comme on le sait, il existait jusqu'à présent deux groupements distincts se réclamant, tous deux des masses paysannes : le Parti Paysan (S.L.) et le Parti Paysan Polonais (P.S.L.) dont le chef

était, il y a encore un an, M. Mikolajczyk. Ce dernier groupement constituait jusqu'au départ de M. Mikolajczyk, la seule opposition au Parlement polonais. Lors des dernières élections générales (janvier 1947) il avait réussi, grâce à son attitude anti-gouvernementale, à obtenir un pourcentage considérable des voix.

Le départ à l'étranger (début de 1948) des

principaux dirigeants de ce Parti, dont M. Mikolajczyk l'a affaibli fortement ; de concession en concession, il vient de fusionner avec le Parti Paysan, d'obédience gouvernementale.

Le 18 juin, le jour où commençaient à Varsovie les travaux du Conseil Suprême du S.L. la TRYBUNA LUDU leur consacrait son éditorial :

« La question de l'unité paysanne et de la liquidation définitive de la scission créée par Mikolajczyk prend aujourd'hui une importance particulière. Mikolajczyk s'était, il y a longtemps, démasqué comme un agent des impérialistes anglo-saxons. Les transformations survenues au sein du Parti Paysan Polonais et l'élimination des influences réactionnaires et « mikolajczyennes » ont tellement progressé que les conditions de l'unité paysanne, par la fusion des deux groupements, furent créées. »

Relatant les débats de la conférence, la RZECZPOSPOLITA du 20 juin, dans l'article : « L'unification, la seule orientation du mouvement paysan », souligne dans l'allocution de M. Antoine Korzycki secrétaire général du S.L. (Parti Paysan) les passages suivants :

« Nous avons tous en mémoire les essais entrepris en 1931, de construire l'unité paysanne, lorsque, sous l'oppression de la dictature de la « sa-

nacja » et sous la poussée des masses paysannes, les groupements « Piast », « Wyzwolenie » et le Parti des paysans fusionnèrent en un seul Parti Paysan.

« A présent, l'unité envisagée diffère essentiellement de celle qui fut faite alors.

« Aujourd'hui, l'unité du mouvement paysan naît, dans un état ouvrier et paysan gouverné par le bloc démocratique, avec le parti ouvrier en tête. L'unité que nous réalisons aujourd'hui vise à renforcer l'Etat populaire et son soutien principal : l'alliance ouvrière et paysanne.

« En 1945-46, le P.S.L. (Parti Paysan Polonais), incarnait le camp réactionnaire, toute la pourriture réactionnaire, il comprenait des gens qui n'avaient rien de commun avec le mouvement paysan.

« Mikolajczyk n'était pas seulement le représentant des couches paysannes les plus riches, capitalistes, mais il faisait de plus en plus figure de porte-parole de toutes les forces rétrogrades, soutenues et dirigées par des banquiers étrangers et des capitalistes anglo-saxons, par des partisans de la revanche allemande, adversaires de nos frontières occidentales, ennemis déclarés de la Pologne populaire. »

Il serait aisé d'objecter à cette attaque contre le leader paysan qu'il a été l'un des champions les plus résolus, dans son pays, de la lutte contre l'Allemagne, au cours du récent conflit mondial, et qu'il a notamment été à Moscou pour cela.

L'émulation au travail

Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, l'émulation au travail, alimente quotidiennement la presse polonaise. Il n'y a pas un seul jour où un nouveau record stakhanoviste ne soit imprimé en caractère gras ou encadré.

La RZECZPOSPOLITA (La République) du 8 juin nous apprend que le mineur Jaraczewski vient d'atteindre 520 % de la norme d'extraction du charbon, ayant ainsi battu le célèbre champion mineur Apryas.

Et la TRYBUNA LUDU (La Tribune du Peuple) du 11 juin annonce qu'une équipe de maçons varsoviens a posé 66.500 briques au cours d'une seule journée. « Ce résultat, calculé par un maçon dépasse les réalisations obtenues jusqu'à ce jour », déclare le journal.

Du coup, le record acquis le 6 juin (1.503 briques par un ouvrier) salué avec un tel enthousiasme lors du dernier congrès syndical se trouve battu.

En plus, pour encourager l'émulation collective, les organisations politiques et syndicales désignent de « grandes dates » que les travailleurs sont tenus à « honorer » par des engagements stakhanovistes.

Cette fois-ci (après le congrès d'unité, après la fête du 1^{er} mai, après le Congrès Syndical) l'occasion est fournie par l'anniversaire du Mani-

feste de juillet (publié par le gouvernement de Lublin, en 1944).

« Tous à la noble course au travail ». Tel est le mot d'ordre lancé par l'Union Varsoviennne d'Entreprises Nationalisées du Bâtiment, mot d'ordre qui sera sans nul doute repris par d'autres travailleurs. Même ceux qui sont hostiles au gouvernement de Lublin et à son Manifeste seront obligés de souscrire des engagements, car l'accusation de « sabotage » implique de trop graves conséquences.

D'ailleurs la conférence nationale des stakhanovistes, « rationalisateurs du travail » et « novateurs du Bâtiment » qui s'est tenue le 18 juin à Varsovie a « confirmé fortement la supériorité de nouvelles méthodes socialistes du travail, lesquelles étaient l'objet des débats ».

« Il s'ensuit des données citées par les représentants du Syndicat du Bâtiment — écrit la TRYBUNA LUDU du 19 juin — que le nombre d'ouvriers ayant participé à l'émulation au travail s'est élevé de 8.000 (en 1948) à 21.500.

« L'application de nouvelles rationalisations a permis d'économiser, au cours du 1^{er} trimestre 1949, 21 millions de zlotys. Les ouvriers du Bâtiment ont pris l'engagement de réaliser pour l'anniversaire du Manifeste de Juillet, des économies pour la somme globale de 850 millions de zlotys. »

Reconstruction des prisons

Parmi les postes du budget polonais, celui de la Sûreté est des plus importants. En effet, il s'élève à la somme de 36 milliards 700 millions de Zlotys, dont 5 milliards 804 millions sont destinés à la construction de nouvelles prisons. En 1948, on n'a consacré aux prisons que 806 millions de zlotys. Donc, les sommes destinées par le budget de l'année en cours à la construction des prisons marquent une augmentation de l'or-

dre de 700 % par rapport à l'an passé.

La presse officielle souligne de temps en temps que plusieurs milliers d'enfants polonais n'ont pas de bâtiments scolaires.

Et M. Popiel, une personnalité communiste très en vue, d'énoncer : « Notre budget est un budget de sollicitude pour l'homme » (sollicitude en prison — ajoutent des Polonais malicieux).

Transferts de populations

« 2.976 personnes seulement ont été transférés durant les trois premiers mois de 1949 dans les nouveaux districts polonais de l'ouest. L'explication officielle est que le mauvais temps a empêché de procéder à des transferts plus nombreux. Cependant l'opinion courante en Pologne est que ces transferts de populations sont volontairement freinés par le gouvernement devant l'incertitude dans laquelle il se trouve quant à la délimitation de la frontière germano-polonaise. Le 8 février une conférence avait eu lieu à Zgorzelice en Silésie entre des représentants du parti communiste polonais et du Parti allemand. Des délégués soviétiques assistèrent à cette prise de contact. A l'issue de cette conférence la nouvelle fut offi-

ciellement annoncée qu'un accord était intervenu entre les communistes allemands et polonais pour considérer la ligne Oder-Neisse comme la frontière permanente entre les deux pays. En réalité une autre conférence eut lieu à cette époque à Zgorzelice mais entre les principaux délégués allemands et polonais. Les délégués soviétiques prévinrent les deux parties en présence que la frontière entre les deux pays n'était pas encore définitive et pouvait subir des changements. Cette décision fut personnellement notifiée au ministre polonais Zambrowski, leader de la délégation polonaise. »
(Newsletter from behind the Iron Curtain' Stockholm, 23-6-49).

La compétition socialiste chez les paysans...

L'émulation socialiste est pratiquée à la campagne où elle prend des formes particulièrement significatives.

A l'occasion de la « Fête Paysanne » (le 15 juin) une vaste campagne avait été entreprise en vue du « travail bénévole » des paysans.

Nous relevons quelques-uns des résultats obtenus dans la voïevodie de Lublin, d'après la TRYBUNA LUDU du 11 juin :

« ... Les paysans du district de Zamosc ont consacré 49.590 journées au travail des champs, que l'on évalue à 10 millions de zlotys environ. Dans le district de Hrubieszow, en dehors du labourage de 1.000 hectares de terre en jachère, on a exécuté des travaux supplémentaires, pour une valeur de 800.000 zlotys.

« La valeur globale du travail accompli par les paysans de la voïevodie de Lublin pour célébrer la « Fête paysanne » a dépassé 25 millions de zlotys. »

...et chez les intellectuels

Les professeurs de facultés, deviennent eux aussi des stakhanovistes. C'est au moins ce que nous apprend la RZECZPOSPOLITA du 15 juin. En effet, lors d'une cérémonie organisée à l'École Polytechnique de Lodz, le professeur Stefanski a reçu « le titre de docteur honoris causa et la médaille de stakhanoviste pour avoir contribué à l'organisation de cet établissement. »

YUGOSLAVIE

Bilan du titisme dans les Balkans

Milovan Dilas est un des neuf membres du Politburo du Comité Central du Parti communiste de Yougoslavie. Il est un des plus intimes collaborateurs de Tito et, comme celui-ci, condamné par le Kominform. On sait, d'autre part, que l'ex-ministre de l'Intérieur et l'ex-membre du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie, Koci Dzoze, a été exécuté le 11 juin 1949, pour avoir été « en rapports avec les dirigeants communistes de Yougoslavie et pour avoir prémédité le putsch contre Enver Hodja, dictateur d'Albanie.

Voici quelques passages caractéristiques d'un éditorial de Milovan Dilas, consacré à la mort de Dzode, (BORBA, 14 juin 1949). Il appelle le procès de Dzodze « comédie sanglante de justice ». Quant aux « aveux », il dit :

« ... il n'a rien avoué, car il n'a rien eu à avouer. Devant le Tribunal, il a accusé Enver Hodja d'avoir trahi les intérêts populaires, disloqué le Parti et la démocratie populaire albanaise, d'être perfide et répugnant, tel un petit bourgeois qui, grâce aux circonstances extérieures et à la naïveté des communistes albanais, est arrivé au pouvoir afin de se jouer des destinées de son peuple. »

L'auteur rappelle les circonstances curieuses qui ont accompagné ce procès :

« L'instruction terminée, révèle Djilas, on a dû attendre une dizaine de jours le réquisitoire du Procureur, car, il a fallu procéder à l'examen des peines à demander. Et lorsqu'il a été enfin dit au Procureur quelles peines il pouvait demander, on a dû attendre encore une dizaine de jours pour savoir quelle peine allait être prononcée... Les événements ont obligé de décider la mort. »

Ces « événements » ou raisons qui ont dicté la peine de mort sont, selon Djilas, les suivantes :

« 1°, il fallait s'assurer l'appui de la presse communiste dans le crime..., 2°, en Hongrie, le Ministre des Affaires Etrangères, Laslo Rajk, a été relevé de ses fonctions sans motif... Après le cas de l'ouvrier Gomulka, chef et organisateur du Parti Polonais, et de l'ouvrier Markos, chef de l'insurrection grecque, de même que de bien d'autres cas de résistance contre l'assujettissement des pays socialistes et des partis communistes, qui n'ont pas été portés au jour — la mort de Dzodze a dû servir de moyen de pression psychologique... 3°, il a fallu porter le grand coup à la résistance en Albanie même contre la politique de trahison d'Enver Hodja. Et, enfin, il a fallu écarter tout contrôle sur Hodja venant du parti, afin de pou-

voir à sa guise vendre l'Albanie en s'assurant la position de son maître absolu. »

« Koci Dzodze a été tué, dit encore Dilas, parce qu'il a fallu avec sa mort, faire peur à tous ceux qui, au sein des autres partis communistes, seraient tentés de soutenir les rapports égaux entre les pays socialistes et les partis communistes, qui oseraient défendre la morale, la vérité et la justice... »

La mort de Dzodze, selon Dilas, devrait servir de « grande leçon pour le mouvement international ouvrier ». « Tout communiste et tout honnête

combattant pour la justice et pour la vérité doit, devant Dzodze, l'innocente victime, faire son examen de conscience », conclut Milovan Dilas.

Une fois de plus la presse yougoslave s'efforce donc de marquer le parallélisme entre les mouvements de résistance à la subordination complète du glacié à l'U.R.S.S., et la révolte de Tito. Elle reprend également son thème favori de l'égalité des membres du bloc soviétique, qui est aux antipodes de la conception impérialiste du Kremlin. Un tel exposé souligne la gravité de la crise balkanique pour le Kominform.

Le retour de l'enfant prodigue

Certains hauts dirigeants en Yougoslavie s'étaient risqués à ajouter foi aux accusations du Kominform contre Tito. Ils ont été arrêtés. C'est aussi le cas de l'ex-ministre des Forêts de Bosnie-Herzégovine, Voja Ljubic.

« Après 4 mois de mûres réflexions et une analyse approfondie... j'ai changé d'attitude et je puis maintenant déclarer qu'à l'avenir aucune autorité, si haute soit-elle, ne pourra faire de moi

l'ennemi du Parti et du peuple... Je suis à présent reconnaissant au Parti et aux organes de la Sécurité d'Etat de n'avoir pas permis que je devienne un ennemi de classe ou un simple espion. »
(Borba, 7-6-49).

Il serait intéressant d'entendre dire par cet ancien ministre de Tito, et son enfant prodigue, quels sont ces moyens dont dispose la Sécurité d'Etat de M. Rankovic, et qui l'ont « sauvé ».

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Ministre du Travail contre les brigades de choc

La presse tchèque a consacré des milliers et des milliers d'articles à la propagation de cette institution « Made in U.R.S.S. » mais qui rencontre peu d'enthousiasme auprès des ouvriers tchèques. Au dernier Congrès du P.C., son secrétaire général, M. Slansky, s'est fait, à son tour, un propagandiste chaleureux des brigades de choc puisque, selon son expression :

« En Tchécoslovaquie il doit y avoir autant de brigadiers de choc que de communistes ! »
(Rude Pravo, du 27 mai).

Mais voilà que deux jours plus tard, M. E. Erban, secrétaire général de la C.G.T. et ministre du Travail, a condamné, dans un discours que rapporte le PRACE, du 29 mai, le principe même des brigades de choc :

« Il est inconcevable que les brigades de choc puissent devenir une institution permanente, et camoufler les insuccès de notre politique de distribution des forces productives. Jusqu'à présent, les brigades ont été une nécessité. Mais les expériences que nous venons de faire montrent que la solution qui consiste à remplacer les travailleurs dans les branches où ils manquent par des brigades de choc, est fort coûteuse. Il suffit de noter quelques chiffres qui ne manqueront pas de nous convaincre :

« En plus du salaire perdu (1), le brigadier occasionnera des frais d'entretien qui pour un brigadier marié travaillant dans une mine se montent à 104,20 couronnes par jour, dans la métallurgie à 122,50 couronnes, dans l'industrie forestière à 173 couronnes et dans l'agriculture à plus de 100 couronnes par jour. »

Ajoutons que le selon de RUDE PRAVO du même jour, un ouvrier non qualifié mais dont le rendement est supérieur à celui d'un brigadier peu habitué à ce genre de travail, ne gagne que 1.450 couronnes par mois, soit 48 couronnes par jour. Il en ressort qu'en tenant compte du complément de salaire, une journée de « brigadier de choc » est trois à quatre fois plus onéreuse pour l'Etat que celle d'un ouvrier normal.

Les chiffres révélés par M. Erban convaincront-ils le ministre de la planification et les dirigeants du P.C. ? L'institution des brigades de choc est-elle appelée à disparaître ? Pour le moment, cela semble peu probable.

(1) Le « Volontaire » d'une brigade de choc continue à percevoir son salaire normal qui lui est payé en partie par l'entreprise qui « héberge » la brigade, le complément étant à la charge de son employeur normal.

Guerre juste et guerre d'agression

Les commissaires politiques dans l'armée viennent de recevoir des instructions sur « la préparation de la nation à la guerre ». Il y est longuement question des épurations des cadres d'officiers et de ceux qui ont servi dans les armées alliées en Occident. Mais la partie la plus intéressante a trait à la « doctrine et conceptions militaires » qui doivent prévaloir dans l'armée tchécoslovaque. Le passage suivant est la première révélation qui ait transpiré, sur les intentions agressives du bloc oriental :

« Il est inutile de prendre en considération l'hypothèse que nous serions en guerre sans que l'Union Soviétique, la Pologne la Bulgarie et la Roumanie soient également en guerre. C'est pourquoi notre doctrine militaire ne doit pas être basée sur la conception d'une guerre de défense car il est inconcevable de penser que la puissante Union Soviétique et les autres démocraties populaires qui jouissent de nombreux appuis dans le

monde entier... combattent un jour seules. Les tâches qui nous seront assignées dans la prochaine guerre ne peuvent pas être isolées des plans militaires russes et polonais.

« Nous ne combattons pas dans la défensive car nous savons que le principe selon lequel le premier qui attaque est, par le fait même, un agresseur, n'a plus cours. Il n'a plus cours conformément à la théorie marxiste-léniniste parce qu'une guerre juste peut être menée même dans l'offensive, par une attaque préventive contre l'ennemi éventuel. Le cas où, aux côtés des armées soviétiques, nous attaquerions l'Autriche ou la Bavière avant que les Américains ne nous attaquent, serait, par exemple, le cas d'une guerre juste. »

L'armée tchécoslovaque, grâce au service militaire obligatoire de deux ans, entretient constamment sous les drapeaux près de 180.000 officiers, sous-officiers et soldats.

Pour travailler il faut être communiste

L'hebdomadaire TVORBA a publié dans son numéro du 18 mai, un article faisant état des vexations auxquelles sont exposés ceux qui n'ont pas adhéré au parti communiste. Citoyens de seconde zone, ils ont le plus grand mal à trouver du travail, et à gagner leur vie :

« Il arrive assez fréquemment que les candidats à un emploi quelconque sont rebutés uniquement parce qu'ils ne sont pas membres de notre parti. Un juriste qui a fini ses études de droit avec succès, qui a une attitude loyale et compréhensive à l'égard du régime démocratique et populaire, mais qui n'est pas entré au P.C. « parce qu'il n'avait pas le temps de s'occuper de la politique », cherche en vain une situation correspondant à ses capacités. Il a été rebuté plusieurs fois parce que non communiste. Un comptable introduit, en vue d'un emploi, une demande au

près de l'administration d'une entreprise à Prague. Il est en règle et le responsable qui le reçoit est vivement intéressé par le postulant jusqu'au moment où, sur la question : Etes-vous membre du Parti ? le comptable a répondu par la négative. Alors l'intérêt du directeur s'évanouit et le postulant est poliment reconduit avec la promesse qu'on lui donnerait une réponse écrite — plus tard. »

Et la rédaction de TVORBA de s'indigner et de rappeler que :

« Cependant notre Constitution avait garanti à tous les citoyens le droit au travail. L'attitude de nos membres et fonctionnaires qui refusent d'accorder un emploi à des non-communistes n'est-elle pas en contradiction avec les lois fondamentales de cette Constitution ? »

La baisse des salaires

A la date du 22 mai, un journal d'émigrés tchécoslovaques de Londres, le LONDYNSKE LISTY, a consacré un article à l'étude du problème des salaires en Tchécoslovaquie. Nous en extrayons le passage suivant :

« Les salaires des ouvriers baissent continuellement. Le fameux « catalogue des salaires » dont les préparatifs remontent aux temps des Allemands, vient d'être mis au point. Il s'inspire du principe de la disparité et de la discrimination dans les salaires, principe que les organisations syndicales ont combattu pendant de longues années, et que, aujourd'hui, les syndicats communistes mettent en application. En pratique cela signifie une baisse systématique des salaires. A l'heure actuelle, cette baisse peut être estimée à 20 % en moyenne par rapport au 2^e semestre de l'année 1948. »

Il est intéressant de comparer ces chiffres avec ceux que donne, à la date du 9 juin, par conséquent quinze jours plus tard, le HOSPODAR, l'hebdomadaire économique officiel :

« La part des salaires et traitements sur la valeur globale des produits fabriqués a diminué, depuis le début de l'année 1949, de 25 à 20 %. »

Si nous désignons par 100 le salaire moyen de janvier 1949, le salaire du mois de mai ou juin ne représente donc plus que 80 %, ce qui revient à dire qu'en l'espace de 5 mois, il a baissé de 20 %. La concordance des chiffres provenant des sources aussi différentes est un gage de leur exactitude.

HONGRIE

Le niveau de vie des ouvriers

Le n° de mai 1949 du *SYNDICALISTE EXILE* (édité à Paris) a publié le tableau suivant dû à M. Ernokiraly, militant syndicaliste connu :

« Nous comparons le pouvoir d'achat des ouvriers français et hongrois appartenant à la même profession et à la même catégorie. Ainsi, le métallurgiste qualifié hongrois gagne en moyenne 2 florins de l'heure (entreprise Csepel) et le métallurgiste français de la même catégorie perçoit un salaire horaire de 120 frs (S.N.E.C.M.A.)

« Les prix des denrées alimentaires sur lesquels nous nous basons sont ceux que cite la lettre offi-

cielle du Bureau de Presse et de documentation de l'Ambassade Hongroise à Paris, ainsi que le journal SZABAD NEP (L'Humanité hongroise) du 9 février 1949. Les prix français sont ceux du marché courant.

Ces chiffres ci-dessous montrent ce qu'un ouvrier français, avec un travail égal, peut acheter de plus avec son salaire.

La dernière colonne montre combien de minutes de travail il faut à l'ouvrier français pour acquérir la même quantité de marchandise qu'un ouvrier hongrois peut acheter avec une heure de travail :

Articles	Ouvrier Hongrois	Ouvrier Français	% de plus pour le Français	1 heure de travail d'un Hongrois minutes d'un Français
Viande porc (1)	150 gr.	300 gr.	100 %	30 minutes
Sucre (1)	300 «	800 «	166 %	22 »
Lait (1)	1 litre 25	3 litres 75	200 %	20 »
Pommes de terre (2)	3 k. 700	15 kg.	305 %	14 »
Œufs (2)	4	12	200 %	20 »
Pain (non rationné) (1)	780 gr.	3 kg. 400	355 %	14 »
Beurre (2)	110 «	250 gr.	133 %	26 »
Cigarettes (2)	20	37	85 %	33 »
Saindoux (1)	110 gr.	400 gr.	260 %	17 »
MOYENNE			198 %	21 »

(1) Données d'après la lettre du Bureau de Presse hongrois.

(2) Données d'après le journal Szabad Nep du 9-2-1949.

BULGARIE

Les causes de l'exclusion de Kostov du Parti Communiste Bulgare

La PRAVDA du 19 juin donne les précisions suivantes complémentaires sur les griefs formulés contre Kostov :

« Rabotnitche Delo publie aujourd'hui la décision prise par le Comité Central du Parti Communiste bulgare réuni en assemblée plénière pour examiner l'activité subversive de Traïtcha Kostov.

... Vu que Traïtcho Kostov a fait preuve de tolérance envers les tendances antisoviétiques qui ont pris naissance au sein du Parti.

... Vu qu'il a dirigé le Parti et le gouvernement en appliquant des méthodes contraires aux lignes du Parti.

... Vu qu'il s'est efforcé de rallumer au sein du Parti une lutte de fractions, de former une fraction hostile au Parti et de créer ainsi un schisme au sein du Parti.

... Qu'il a tenté de créer une atmosphère de méfiance entre le Comité Central du P.C.P. (b) et le Parti Communiste bulgare ;

... Qu'il s'est montré coupable de malhonnêteté et de fausseté dans la direction du Parti ainsi que dans son comportement vis-à-vis de Dimitrov, du P.C.P. (b) et du camarade Staline, qu'il a tenté en outre de tromper le Parti ;

Prenant aussi en considération que Kostov n'a pas voulu soumettre ses erreurs à une autocritique sérieuse et sincère... en vertu du paragraphe 58 des règles du Parti décide :

d'exclure Traïtcho Kostov du Comité Central du Parti Communiste bulgare et de l'expulser des rangs du Parti.

L'assemblée plénière du Comité Central du P.C. bulgare charge le politbureau de prendre toutes mesures afin d'exclure Kostov du Conseil National du Front Patriotique et le priver de son mandat de député. »

Dimitrov devant la justice allemande

Ancien secrétaire général du Komintern et chef de la « démocratie populaire » bulgare jusqu'à sa maladie, Georges Dimitrov est mort à Moscou le 2 juillet dans des conditions que certains précédents rendent douteuses. Cet agent secret de la III^e Internationale émergea de la clandestinité lors de l'incendie du Reichstag. Accusé de cet attentat, il fut néanmoins acquitté par le tribunal de Leipzig au cours d'un procès où il tint tête à Goering. Son attitude fut alors qualifiée d'héroïque et fit de Dimitrov une figure bien représentative de l'imagerie populaire communiste. Quelle était au juste la qualité de cet « héroïsme » ? La question fut controversée. Voici le témoignage autorisé de Jan Valtin lui-même ancien agent du Komintern, réfugié maintenant aux États-Unis, et qui dans cet extraordinaire document sur l'activité secrète des Soviétiques à travers le monde qu'est son livre « Sans patrie ni frontières » (1) a consacré les lignes suivantes à Georges Dimitrov :

« ... Dimitrov était à cette époque, presque complètement inconnu en dehors des rangs de l'aristocratie du Komintern. Les hommes de son entourage attachaient du prix à l'anonymat. Pendant dix ans, jusqu'en 1923 il était resté membre du Parlement bulgare. Il avait pris la tête d'un soulèvement communiste armé qui avait échoué, le forçant à l'exil. Un tribunal de Sofia le condamna par contumace. A Moscou après avoir été rendu responsable du catastrophique échec du communisme en Bulgarie, Dimitrov avait rédigé un mémoire où il s'humiliait de façon telle qu'il se gagna l'amitié de Staline. Il devint alors le chef de la Fédération Communiste des Balkans et fut plus tard promu à la Direction du Secrétariat Occidental du Komintern. Parmi les innombrables noms d'emprunts qu'il utilisa à Berlin, je citerai ceux de : Dr. Steiner, Alfons Küh, Professeur Jah et Dr. Schaafsma-Schmidt.

Ma première impression de Dimitrov fut décevante. Je m'attendais à rencontrer un homme d'acier un vétéran durci par de nombreuses campagnes. Au lieu de cela je me trouvai devant un individu lourd mais onctueux, au visage adipeux, parfumé, habillé en dandy. Il portait une grosse bague à la main gauche. Sa main droite, aux ongles bien soignés, tenait un cigare... » (p. 220 et 221).

« ... Je traduisis aussi nombre de documents confidentiels ayant trait à l'arrestation de Georgi Dimitrov à Berlin et à la préparation du procès de l'incendie du Reichstag. La réputation d'héroïsme que fit la presse de l'univers entier à l'ancien chef du Secrétariat Occidental — l'actuel chef en nom du Komintern à Moscou, — pour ses réponses courageuses et pertinentes aux soi-disant « témoins » ne fut à vrai dire, que le résultat d'une mise en scène habile et méthodique. Les renseignements confidentiels qui me passèrent entre les mains, dans les locaux du West-bureau de Copenhague, contenaient des détails aussi insaisissables aux journalistes que pouvaient l'être les codes compliqués qu'inventaient tous les experts du « chiffre » dont se servait Piatnitzky.

Des mois avant que le célèbre procès ne commencât à Berlin, des négociations secrètes étaient déjà en cours entre Moscou et Berlin pour échanger Dimitrov et ses deux complices bulgares contre trois officiers allemands, arrêtés pour espionnage par la Guépéou en territoire soviétique. Il importait d'épargner à Dimitrov l'épreuve des tortures de la Gestapo, non pas pour le sauver,

lui, mais pour sauvegarder le fonctionnement du Service secret soviétique et préserver le Komintern dont il connaissait trop bien les rouages intimes.

Devant le danger, Dimitrov s'était montré moins ferme que beaucoup de ses subordonnés. Il donna notamment à la Gestapo l'adresse du couple qui le cachait. L'homme et la femme ainsi dénoncés par lui, cherchèrent ensemble le salut dans le suicide lorsque la Gestapo vint les chercher. Ils s'ouvrirent les veines, mais purent être transportés à temps dans un hôpital par leurs bourreaux nazis. Dimitrov livra également à la Gestapo le nom et l'adresse de sa maîtresse, Annie Krueger. Sa propre femme mourut subitement en mai 1933 dans des circonstances que le temps n'a pas éclaircies, tandis que Dimitrov attendait en prison son procès.

Ce fut à cette époque que la Guépéou négocia avec la Gestapo sur les bases suivantes :

— Ne touchez pas à Dimitrov, car tout ce que vous lui ferez, nous le ferons à vos espions à Moscou.

Les tractations en vue d'un échange des prisonniers eurent lieu par l'intermédiaire du Consulat Soviétique de Copenhague et par le truchement de la sœur de Dimitrov, à laquelle, paradoxalement, la Gestapo permettait d'entrer en Allemagne et d'en sortir en toute liberté. Le marché conclu entre Moscou et Berlin le fut le soir qui précéda le procès. Mais pour sauvegarder les apparences, Dimitrov fut retenu en Allemagne jusqu'à la fin de la grande comédie de Leipzig. Cet homme, en sa qualité de prisonnier-vedette de la Gestapo, bénéficia de privilèges que ne connut jamais la masse des détenus anonymes. C'est ainsi qu'il lisait les journaux et avait le droit de fumer des cigares dans sa cellule et de recevoir du courrier. Les « petits » camarades, pendant ce temps, ne recevaient, eux, que des coups — voire une balle dans la tête. Dans les années qui suivirent, je les entendis parler amèrement, dans les camps de concentration, de Dimitrov et de l'intervention de Staline en sa faveur. Ils se sentirent abandonnés et trahis par la cause même qu'ils avaient servie. S'il leur était arrivé à eux, d'insulter Goering en séance publique, comme le fit si théâtralement Dimitrov à Leipzig, ils eussent payé de leur vie, ce « geste héroïque » (pages 533, 534 et 535).

La politique agraire

La PRAVDA du 20 juin publie une information de Sofia, parlant des décisions prises par le 5^e Congrès du Parti Communiste bulgare, concernant le problème agraire du pays. Ces décisions prévoient la création d'ici l'année 1953 de 4.000 coopératives agricoles comprenant 3 millions d'hectares de terres labourables. Le plan prévu pour cette année portera le nombre des coopératives à 1.500 avec 400.000 hectares de terres labourables.

La communication se termine par l'indication que la force sera employée pour aboutir :

« La transformation de l'agriculture individuelle en agriculture coopérative se heurte en Bulgarie à des difficultés provoquées par la lutte des classes. Les éléments capitalistes de la campagne s'opposent par tous les moyens à la socialisation du système agraire.

Le gouvernement démocratique populaire a pris certaines mesures pour diminuer le nombre des éléments capitalistes dans les campagnes. »

(1) Wapler, éditeur.

ZONE SOVIÉTIQUE EN ALLEMAGNE

Gerhard Eisler à Berlin

La PRAVDA du 10 juin, rendant compte d'un meeting organisé par les communistes de la zone soviétique de Berlin, pour fêter le retour de Gerhard Eisler en Allemagne, écrit ce qui suit :

« ... Eisler prit ensuite la parole et déclara :
« Je suis un communiste allemand depuis 1918 et le suis resté aux Etats-Unis sans me préoccuper de savoir si cela plaisait ou non à la réaction américaine. » Parlant de ses impressions sur l'Amérique G. Eisler dit ensuite : « Je hais les allumeurs de guerre américains pour leur insolence à notre égard. Ces messieurs pensent réellement que le peuple allemand, que les paysans allemands, que les citoyens allemands sont « incorrigibles ». Ils croient, en créant leur « Pacte Atlantique » que les Allemands une fois de plus, fourniront de la chair à canon pour combattre les peuples progressistes de la terre. C'est pour cette raison d'ailleurs que les Américains refusent de conclure la paix avec l'Allemagne ».

Quant à sa teneur générale, ce discours n'apporte rien d'imprévu ni d'inattendu. Il entre complètement dans la ligne bien connue de la propa-

gande bolchéviste de la phase actuelle. Il est cependant un détail qu'il importe de souligner, bien que sa signification nous échappe encore : dans le discours cité, Eisler se déclare « communiste allemand depuis 1918 ». Or, il est de notoriété publique que Gerhard Eisler est d'origine autrichienne (sa famille est même originaire de Kolin, en Bohême) et qu'il fut membre du parti communiste autrichien depuis la fondation de celui-ci (début de novembre 1918). Il peut d'autant moins être membre du Parti Communiste allemand depuis 1918, que le Parti Communiste allemand ne fut fondé officiellement que le 1^{er} janvier 1919.

Comme M. Eisler n'aurait jamais prononcé ces paroles sans l'autorisation de ses supérieurs et que la PRAVDA ne les aurait jamais insérées si elles ne correspondaient pas à certaines intentions, on est en droit de se demander si tout cela ne cache pas certaines velléités russes de revenir le cas échéant, sur les décisions de Yalta et de Postdam affirmant l'indépendance de l'Autriche.

Dans ces conditions, en ce qui concerne l'aboutissement du traité d'Etat autrichien à la suite de la récente Conférence de Paris, il convient de rester circonspect jusqu'au dernier moment.

LA VIE EN U.R.S.S.

La crise des produits du cheptel

Le Conseil des Ministres et le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. ont publié le 26 mai un décret relatif au plan triennal de l'élevage dont la grave situation a été exposée dans notre précédent Bulletin. Ce décret a pour but de dresser les plans de production et d'indiquer les chiffres à atteindre pour les divers produits de l'élevage : viande, graisses, lait, beurre, œufs, cuirs, laines, etc., qui doivent être augmentés dans les trois ans à venir d'au moins 50 % par rapport à 1948.

L'exposé des motifs du décret révèle les défauts et tares de cette branche de l'économie soviétique. Les IZVESTIA du 26 mai les résumant ainsi dans leur éditorial, en même temps qu'elles publient le décret :

« Jusqu'à présent les kolkhozes et les sovkhoves continuent à livrer à l'Etat un bétail insuffisamment engraisé. La faute en incombe au Ministère de l'Agriculture, au Ministère des Sovkhoves ainsi qu'aux organismes et aux soviets locaux. Cette livraison de bêtes maigres occasionne à l'Etat aussi bien qu'aux kolkhozes des pertes importantes. Ainsi, par exemple, les kolkhozes de la république du Kazakhstan ont du pour fournir le poids exigé livrer 20.000 bêtes à cornes de plus et 170.000 moutons de plus qu'il n'eut été normal de le faire avec des bêtes normalement engraisées. Cette perte sèche pour la république du Kazakhstan se traduit également par une diminution de la production de laine.

Il est indispensable de lutter pour que tous les organismes responsables veillent à ce que le bé-

tail livré à l'Etat soit parfaitement engraisé et pour que tous les kolkhozes et les sovkhoves fassent leur devoir pour accroître la productivité du bétail... »

La PRAVDA de la même date fait, de son côté, les révélations suivantes sur le même sujet :

« Les livraisons par les kolkhozes et les sovkhoves de viande de porc sont insuffisantes. La plupart des kolkhozes et des sovkhoves élèvent et livrent à l'Etat du bœuf ou du mouton à la place du porc qu'ils devraient fournir. Ainsi le nombre de bêtes à cornes ne peut grandir comme il le devrait. C'est pour cette raison que le Soviet des ministres de l'U.R.S.S. a établi un nouveau règlement suivant lequel les kolkhozes et les sovkhoves ne peuvent livrer le poids fixé avec des bêtes de leur choix en ce qui concerne le porc... »

« Les nouvelles dispositions prises par le soviét des Ministres en ce qui concerne la production du beurre et du fromage, sont d'une très haute importance. Jusqu'à présent la plupart des dirigeants des kolkhozes et d'organismes locaux du Parti pensaient que la production du beurre et du fromage était affaire de l'Etat et de ses installations, c'est pourquoi les kolkhozes et les sovkhoves ne se donnaient pas la peine d'installer des écrémeuses, des batteuses ou des frigidaires. La décision du Soviet des Ministres de l'U.R.S.S. oblige le Ministère de l'Industrie laitière de mettre à la disposition des kolkhozes et des sovkhoves les appareillages indispensables à la production du beurre et du fromage... »

L'évolution du salaire réel

A l'occasion de la récente diminution des prix (décret du 28 février, commenté ici-même, dans notre nuémro 3) de nombreux membres ont demandé des précisions sur l'évolution du salaire réel en U.R.S.S.

Dans l'ensemble, le pouvoir d'achat moyen des salaires représente aujourd'hui environ 60 % de ce qu'il représentait à la veille de la guerre de 1914 dans la Russie des Tsars. Les étapes de l'évolution du pouvoir d'achat des salaires sont les suivantes :

1°) — 1920 — Communisme de guerre; le pouvoir d'achat des salaires tombe à 30 % de ce qu'il était en 1914.

2°) — 1928 — Fin de la « Nouvelle Politique Economique » (rétablissement d'un certain libéralisme) : le pouvoir d'achat des salaires excède de 10 à 11 % son niveau de 1914.

3°) — 1935 — A la suite de la collectivisation forcée de l'agriculture et de la misère qui en résulte, le salaire réel, tombe à 55 % de son niveau d'avant-guerre ; en 1938, il remonte à près de 90 % de ce niveau.

4°) — 1948-49 — Actuellement, le pouvoir d'achat des salaires n'excède guère 60 % du niveau de 1914.

Ces affirmations sommaires sont corroborées et confirmées par des preuves irréfutables produites dans une récente étude que l'un des meilleurs spécialistes des questions économiques russes, Salomon Schwartz, consacre à cette question dans le *SOTSIALISTICHESKY VIESTNIK* (Courrier Socialiste), organe de la social-démocratie russe paraissant à New-York, n° du 25 mars 1949.

« Le niveau de vie des masses laborieuses tombe brutalement durant les premières années de la Révolution. Le pouvoir d'achat fut incroyablement

bas. Suivant les calculs de S. Stoumline le pouvoir d'achat moyen de l'ouvrier industriel atteignait à peine 30 % du niveau d'avant-guerre. Le rétablissement fut assez rapide avec l'application de la N.E.P. (Nouvelle Politique Economique), en 1927-28 le pouvoir d'achat des masses dépasse bientôt comme l'écrit le commissaire du peuple au travail, M. Romanov, de 11 à 12 % le niveau d'avant la guerre mondiale. Le passage, en 1928, aux plans quinquennaux marqua un net effondrement du pouvoir d'achat. Le premier plan quinquennal prévoyait cependant une augmentation des salaires de 42 % et un abaissement des prix de 14 % ce qui aurait amélioré de 66 % le pouvoir d'achat. Au lieu de cela il se produisit en U.R.S.S. une inflation brutale et le pouvoir d'achat tomba d'au moins 50 %, ce qui fait qu'il ne représentait plus que 60 à 65 % du niveau d'avant la grande guerre. Ce n'est qu'en 1935 qu'une amélioration sensible fut enregistrée et que le système des restrictions alimentaires put être supprimé. Et en 1938 le pouvoir d'achat de l'ouvrier atteignit presque 90 % du niveau d'avant-guerre.

Voici comparés, quelques prix de détails :

	Avril 1928	Juillet 1938	Augmentation (nombre de fois)
Pain noir (le kg)	0,08 R	0,85	10,6
Pain blanc (le kg)	0,26 »	1,70	6,5
Farine (le kg)	0,22 «	2,90 — 4,60	17.
Beurre (le kg)	2,43 «	17,50 — 20,00	7,7
Viande de veau (le kg)	0,87 «	7,60 — 11,50	11.
Viande de mouton (kg)	0,79 «	8,00 — 9,60	11,3
Pommes de terre (kg)	0,085 «	0,40	4,7
Sucre (le kg)	0,62 «	3,80 — 4,10	6,4
Riz (le kg)	0,46 «	6,50	14,1
OEufs (1)	0,20 «	0,65	3,3

Les dangers qui guettent les auteurs

Les deux exemples ci-dessous permettront de se rendre compte des limites de la liberté d'expression en Russie. Il est de notoriété publique que le pouvoir n'admet aucune incartade et aucune « déviation » à l'égard des thèses fondamentales et rigides de la doctrines bolchéviste définie par Lénine et amendée par Staline. Mais de même qu'il y a un marché « gris » se situant entre le marché légal et le marché noir, il y a en Russie, sur le plan de la production intellectuelle, une zone grise qui fait tampon entre ce qui est permis et obligatoire, et ce qui est absolument défendu. La zone grise reste tolérée jusqu'à ce que, à la faveur de tel ou tel événement, les autorités (c'est-à-dire le Parti) estiment que même cette liberté limitée a assez duré. Tel fut, entre autres, le cas du professeur Varga dont nous avons parlé dans nos précédents numéros.

Les deux exemples qui suivent montrent que des auteurs peuvent publier des livres jugés parfaitement orthodoxes (s'ils étaient entachés d'un tantinet d'hérésie, la censure ne les aurait jamais autorisés) mais qui ne trouvent pas intégralement grâce devant les responsables des rubriques bibliographiques.

Le *BOLCHEVIK* du 15 avril rend compte d'un ouvrage de M. Touretsky consacré à l'accumulation industrielle en U.R.S.S. L'auteur du compte-rendu reproche à M. Touretsky :

« L'auteur n'a fait que mentionner des facteurs aussi importants que le caractère d'ordre, pro-

pre à l'économie socialiste ou les directives du Parti de Lénine-Staline. Quant au patriotisme du peuple soviétique ou son monolithisme moral et politique ou encore son labeur héroïque et acharné, l'auteur n'en n'a même pas parlé ! »

Dans un ouvrage strictement économique, le rappel de ces faits ne s'imposait assurément pas. D'autre part, les *IZVESTIA* du 10 juin rendent compte d'un ouvrage que M. Gorbounov a consacré au rattachement de la nation biélorusse à l'Etat soviétique. L'auteur du compte-rendu rend hommage à l'auteur du livre, mais il constate, d'ailleurs avec regret, que ce livre contient de « sérieuses insuffisances », à savoir :

« ... La signification de la révolution socialiste d'Octobre pour la libération sociale et nationale du peuple biélorussien n'est donnée qu'avec parcimonie, comme à regret...

Le livre ne montre pas le rôle de la R.S.S. biélorussienne dans cette lutte d'après-guerre pour un paix durable, pour la démocratie... »

Ainsi, les oublis ou les omissions épingleés sont présentés — provisoirement — sur un ton décent, voire amical. Mais dans ce parti riche en tournants et en épurations, ces critiques sont recueillies avec soin et figureront dans les dossiers et dans les archives du Guépéou. Il ne restera alors plus qu'à attendre le prochain tournant et la prochaine épuration.

Ce qu'est un piano soviétique

Tranchant sur les slogans de propagande, voici parmi d'autres une lettre édifiante publiée par la *LITERATOURNAIA GAZETA* du 25 mai. Elle émane d'un nommé Constantinov, de Sverdlosk. Il a acheté un piano et voilà ce qu'il lui advint :

« ... Au printemps j'ai acheté un piano. En même temps que l'instrument on m'a livré un bulletin de garantie précisant que le piano numéro 77.735 avait été fabriqué par l'Usine « Octobre Rouge », ainsi qu'une carte pour une réclamation éventuelle.

Malheureusement cette carte de format postal est bien trop exigüe pour contenir mes doléances.

Le piano m'avait beaucoup plu au magasin et mes déboires ne commencèrent que le jour où il fut installé chez moi. Pour commencer je m'aperçus que la clef fonctionnait mal, et il me faut à chaque fois faire preuve de mes qualités athlétiques pour ouvrir mon piano. Quelques jours plus tard je m'aperçus que le bois vernis se craquelait. La semaine suivante des touches se mirent à tomber, d'autres à ne plus vouloir rendre de son.

L'instrument n'étant (je ne sais pour quelle rai-

son) pas accordé je fis venir un accordeur. Celui-ci apprenant que le piano était neuf me conseilla d'attendre un mois avant de le faire accorder : « pour laisser au bois le temps de sécher un peu ». Un mois plus tard donc il se mit à l'accorder et le rajustoler. Et tout en travaillant il me donna quelques détails sur l'instrument.

« Ce piano est fait avec d'excellents matériaux. Le bois est bon, le vernis aussi. Le feutre, le celluloid, tout y est... seulement, le vernis craque... oui, et ça c'est parce que le bois n'était pas sec quand on l'a verni. Et puis il aurait fallu polir le bois avant de le vernir... C'est dommage...

En partant le spécialiste accordeur me prévint que l'instrument ferait encore certainement des « blagues » pendant encore au moins... un an..., mais qu'alors il se mettrait vraisemblablement à bien jouer...

L'instrument se mit à faire des « blagues » exactement trois jours plus tard ! Et cela me fait de la peine. J'aurais tant aimé que nos instruments soviétiques puissent servir à faire de la musique... tout de suite et non pas un an après en avoir eu envie... »

Nouvel aspect du cosmopolitisme

Le quotidien *QIZYL UZBEKKISTAN* (L'Uzbekistan Rouge) a publié le 15 mai un article intitulé « Le passé historique du peuple ouzbek et la culture marxiste-léniniste », dû à un membre de l'Académie des Sciences de l'Uzbekistan.

Après avoir fait l'éloge de la politique d'égalité des nationalités et des races pratiqués en U.R.S.S. — à son jugement tout au moins — il l'oppose ensuite à celle d'inégalité raciale des impérialistes.

Il attaque très vivement ensuite les milieux littéraires qui, en Uzbekistan attachent trop d'importance aux influences turques, persanes et islamiques sur la formation de la culture ouzbègue.

Il leur reproche de sous-estimer l'apport original de la tradition ouzbègue, et les résultats obtenus grâce au régime soviétique, dans le sens d'un développement de la culture « purement ouzbègue ».

Il s'en prend avec sévérité à plusieurs professeurs soviétiques dans les termes suivants :

« Nous retrouvons des tendances paniranistes parmi de nombreux orientalistes soviétiques. Le grand savant Bartold, membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., lui-même malgré ses incontestables mérites, a dirigé ses recherches dans le sens de l'orientalisme bourgeois et n'a pas pu éviter les erreurs de la science bourgeoise. Bartold n'a jamais été un marxiste et on retrouve dans son ouvrage « Les origines de la culture du Turkestan », publié en 1927, des passages qui caractérisent son attitude. Ainsi, il n'hésitait pas à écrire : « Je ne comprends pas les objections du pouvoir soviétique ».

Dans certains de ses ouvrages, Bartold s'efforce de démontrer que la culture du peuple Uzbek est originaire de l'Iran. Il commet ainsi une grosse erreur, qu'il avait prise dans l'« Encyclopédie de l'Islam », ouvrage dans lequel, vous le savez, s'étaient glissées des dizaines d'erreurs. De même, il prétend que les poètes Uzbeks et Mir Alisher

Navai lui-même, se sont inspirés de la littérature persane.

Ne nous trompons pas ; cette attitude ne représente pas une simple erreur de jugement, c'est une chose plus grave, c'est la manifestation d'une tendance systématique et néfaste, commune à tous les ennemis de notre régime. Fait plus grave encore, certains de nos dirigeants uzbeks penchent vers la déviation bourgeoise et tout en se rendant compte des erreurs de Bartold, les passent sous silence.

Mais le peuple soviétique, qui suit fidèlement la ligne générale du Parti Communiste, ne doit pas tolérer cette déviation bourgeoise.

Le professeur Berthels a, de son côté, pris la défense des ouvrages de Bartold qu'il s'efforce de présenter sous un jour plus admissible. Cette attitude nous est également intolérable et le temps nous montrera ce que nous avons à faire.

Les déviations idéologiques que nous constatons dans la littérature ouzbègue actuelle, déviations qui relèvent toutes de l'idéal paniranien, se rattachent souvent aux opinions du professeur Berthels. »

(Cité par les *Articles et Documents* du Centre des Hautes Etudes d'Administration musulmane. — N° 1.577, — 21 juin 1949)

Ainsi, jusque dans les républiques asiatiques de l'U.R.S.S. se poursuit la lutte contre tout ce qui semble extérieur au soviétisme. Il y a là beaucoup plus que cette résistance aux influences occidentales, développées par la guerre, et que le combat contre le « cosmopolitisme » doit faire disparaître de gré ou de force. En vérité, il s'agit d'une manifestation générale de xénophobie intellectuelle, de fermeture de l'U.R.S.S. vers l'Orient cultivé, comme vers l'Occident, d'autarcie spirituelle en quelque sorte, dont le but est de montrer la supériorité des valeurs soviétiques sur toutes les autres.